Léon Dion (1923-1997)

Politologue, département des sciences politiques, Université Laval

(1976)

“La paix industrielle: une utopie ?”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
Professeur sociologie au Cégep de Chicoutimi
Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Dans le cadre de "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une bibliothèque fondée et dirigée par Jean-Marie Tremblay, sociologue

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de l'article de :

Léon Dion,

"La paix industrielle: une utopie ?"

Un article publié dans *Les relations du travail au Québec : la dynamique du système*. Publié sous la direction de Jean Bernier, Rodrigue Blouin, Gilles Laflamme et Alain Larocque. Actes du 31e congrès des relations industrielles de l'Université Laval, sous la direction de Jean-Réal Cardin, chapitre 7, pp. 169-217. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1976, 229 pp.

[Autorisation formelle accordée, le 30 mars 2005, par Mme Denise Dion, épouse de feu M. Léon Dion, propriétaire des droits d'auteur des œuvres de M. Léon Dion, de diffuser la totalité des œuvres de M. Léon Dion, politologue.]

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 23 juin 2006 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, province de Québec.

Léon Dion (1976)

"La paix industrielle: une utopie ?"

Un article publié dans *Les relations du travail au Québec : la dynamique du système*. Publié sous la direction de Jean Bernier, Rodrigue Blouin, Gilles Laflamme et Alain Larocque. Actes du 31e congrès des relations industrielles de l'Université Laval, sous la direction de Jean-Réal Cardin, chapitre 7, pp. 169-217. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1976, 229 pp.

Table des matières

[Introduction](#)

[Éléments pour l'analyse de la paix et de la guerre industrielles](#)

[Paix ou guerre industrielle au Québec ?](#)

- A) [La logique syndicale](#)
- B) [La logique des associations des affaires et patronales](#)
- C) [La logique gouvernementale](#)
- D) [... et le peuple ?](#)

[Conclusions](#)

Léon Dion (1976)
“La paix industrielle: une utopie ?”

Un article publié dans *Les relations du travail au Québec : la dynamique du système*. Publié sous la direction de Jean Bernier, Rodrigue Blouin, Gilles Laflamme et Alain Larocque. Actes du 31e congrès des relations industrielles de l'Université Laval, sous la direction de Jean-Réal Cardin, chapitre 7, pp. 169-217. Québec : Les Presses de l'Université Laval, 1976, 229 pp.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Si la paix industrielle est une utopie, il n'est pas d'autre choix que l'utopie ou la mort (Selon le titre d'un livre récent de René Dumont).

Le terme « paix » fait surgir à l'esprit celui de « guerre ». L'un et l'autre appartiennent au vocabulaire militaire et il conviendrait peut-être de leur substituer d'autres termes moins « chargés » comme ceux d'« harmonie » et de « conflit » qui sont d'ailleurs plus communément utilisés pour caractériser les conditions de la vie industrielle. Je retiens toutefois les termes « paix » et « guerre », non parce qu'ils font choc, mais parce qu'en réalité la paix et la guerre au sein des nations et entre les nations ne représentent souvent que des échos amplifiés de la violence des conflits industriels nationaux et internationaux.

Je diviserai mon exposé en deux parties. La première précisera quel sens il convient de donner aux expressions « paix » et « guerre » industrielles pour les convertir en outils conceptuels susceptibles d'aider à comprendre les situations concrètes auxquelles les sociétés industrielles avancées se trouvent confrontées. La seconde partie visera, à partir de ces acquis d'ordre conceptuel, à porter un diagnostic sur le « cas » particulier du Québec.

Éléments pour l'analyse de la paix et de la guerre industrielles

[Retour à la table des matières](#)

Les termes « paix » et « guerre » portent à équivoque dès qu'ils sont détournés de leur usage premier et qu'ils sont appelés à désigner des situations non pas militaires mais industrielles. Il convient donc de les re-considérer en fonction des réalités qu'ils sont appelés ici à cerner.

Je conçois les expressions paix et guerre industrielles non pas comme des concepts opératoires mais comme des types-idéaux, c'est-à-dire comme des bornes marquant des états-limites vers lesquels la réalité tend mais sans jamais les atteindre.

Le type idéal de la paix industrielle se caractériserait par l'existence d'un consentement unanime, libre et durable de toutes les parties en cause à l'endroit d'un mode donné d'organisation socio-économique de même que des relations de travail et des rapports sociaux qui en résultent ainsi que des méthodes propres à perpétuer cette condition.

Aucun état aussi idyllique de société n'a jamais existé. Il est certes arrivé, tant dans les sociétés pré-industrielles que dans les sociétés industrielles, que semblable consentement unanime des parties ait paru prévaloir et que cet apparent consentement persistât durant de longues périodes. Mais le prix de cette paix industrielle apparente est élevé : l'assujettissement des grandes masses au joug d'une minorité détentrice des leviers de commande culturels, économiques et politiques. Cette paix est factice puisqu'elle repose ou sur l'ignorance dans laquelle les masses sont tenues ou sur l'absence chez elles de moyens adéquats de lutte. Révoltes des esclaves, jacqueries paysannes, résistances passives ou ouvertes des premiers ouvriers industriels, grèves

« illégales », ces mouvements sauvages tout autant que leur cruelle répression par les autorités en place révèlent le fond de contraintes qui sous-tend l'apparent consentement unanime des parties concernant les modes de production et les relations de travail.

Croire qu'il est enfin possible de reproduire le type-idéal de la paix industrielle dans le cadre des sociétés industrielles avancées serait s'illusionner grandement sur le degré d'harmonie susceptible de prévaloir dans ces sociétés entre les catégories sociales. En effet, les sources de conflits majeurs concernant les modes d'organisation et les finalités socio-économiques sont d'autant plus nombreuses dans ces sociétés que celles-ci sont plus riches et plus stratifiées que celles des sociétés peu ou pas industrialisées.

Quant au type-idéal de la guerre industrielle, il se caractériserait par l'existence d'une opposition fondamentale, ouverte, irréductible et permanente entre les parties concernant les modes d'organisation socio-économique de même que les relations de travail et les rapports sociaux qui en résultent ainsi que par l'impossibilité de trouver un terrain d'entente sur les moyens propres à corriger cette situation.

Tout comme dans le cas du type-idéal de la paix industrielle, on ne saurait trouver de réplique exacte au type-idéal de la guerre industrielle parce qu'il désignerait une condition de stagnation chronique et irrémédiable. Aucun état civilisé de société ne saurait exister dans des circonstances pareilles. Cet état de société serait d'autant plus invivable qu'il ne pourrait, par suite de l'absence de forces internes de changement, produire les conditions conduisant à de nouveaux équilibres dynamiques.

L'état le plus voisin du type-idéal de la guerre industrielle est la guerre industrielle, non plus chronique, mais aiguë, marquant un état de crise fort douloureux mais nécessairement passager, c'est-à-dire devant tôt ou tard et d'une manière ou d'une autre déboucher sur la restauration d'un nouvel ordre social. On peut citer nombre de guerres industrielles de ce type, par exemple, dans plusieurs pays de l'Europe occidentale au cours des dix-huitième et dix-neuvième siècles, dans la Russie des dix-neuvième et vingtième siècles dans de nombreux pays du tiers-monde.

C'est d'ordinaire le passage au plan politique qui marque le début du dénouement des conflits industriels aigus. Révolutions politiques ou guerres internationales font en effet écho à ces incompatibilités fondamentales et irréductibles entre groupes sociaux quant à la façon d'aménager leur base-socio-économique et elles ont pour résultat de faire éclater de façon plus ou moins complète et définitive les contradictions qui émergent du fonctionnement de ces sociétés.

Une société qui se rapproche du type-idéal de la guerre industrielle est donc une société aux prises avec de profonds déséquilibres sociaux, économiques et politiques et qui, faute de se résorber à temps, risquent de devenir chroniques. Pareille société ne saurait persister indéfiniment si la crise ne débouche pas sur une phase aiguë, même si sa survie devait se mesurer en décennies et même en siècles.

La seule paix industrielle qu'aujourd'hui comme hier, ici comme ailleurs, il soit concrètement possible de rechercher ne peut donc se situer qu'entre les deux pôles extrêmes de la « paix » et de la « guerre » que je viens de décrire. Cette forme de paix industrielle mitigée se définit comme l'engagement conditionnel des groupes socio-économiques à suivre certaines règles d'action en vue de permettre la production des biens et des services même si, par ailleurs, ils divergent sur le bien-fondé du mode d'organisation socio-économique de même que sur la valeur des relations de travail et des rapports sociaux existants et s'ils luttent pour l'état de société de leur préférence.

La notion de paix industrielle n'a de chance de correspondre à un état de choses réalisable qu'en la concevant comme la résultante d'une dialectique entre groupes sociaux qui occupent des positions sociales différentes et potentiellement conflictuelles et qui poursuivent des finalités divergentes et potentiellement opposées. Quand donc on se demande si la paix industrielle est une utopie, c'est de cette paix dont il s'agit car, bien que toute relative qu'elle soit, il est loin d'être certain qu'elle puisse être indéfiniment maintenue et, si elle est un moment rompue, qu'elle puisse être restaurée.

Quiconque viserait à imposer un ordre industriel qui serait parfait dans l'abstrait mais inacceptable en principe à l'une des parties plutôt

que de s'accommoder de la recherche de formules concrètes et forcément imparfaites d'aménagement des rapports industriels mais qui soient en fin de compte acceptables par tous, celui-là ne pourrait se satisfaire d'un type de paix industrielle qui repose de la sorte sur des compromis plutôt que sur des orthodoxies intransigeantes et il devrait logiquement se faire le protagoniste de la guerre industrielle, c'est-à-dire, conformément aux intérêts de classe que consciemment ou non il cherche à promouvoir, se déclarer ouvertement pour la révolution ou au contraire pour la répression politique. Ceux qui, à la lumière des énoncés précédents, jugeraient que le seul type de paix industrielle auquel j'estime qu'il soit possible de tendre est trop peu exigeant, sous-estimeraient, à mon avis, le nombre et la gravité des sources de conflits qui, dans les sociétés industrielles avancées, confrontent les catégories sociales majeures. Ils devraient également faire abstraction du fait que, hormis la guerre civile ou la révolution, la seule méthode qui se soit révélée valable pour résorber les conflits industriels, c'est leur institutionnalisation, c'est-à-dire leur acheminement vers des canaux officiels de conciliation, ce qui ne supprime pas la possibilité des crises aiguës mais exclut tout au moins la dégradation de la situation vers la condition fatale, c'est-à-dire la condition de guerre industrielle chronique.

L'accroissement et l'aggravation constants des causes d'affrontement concernant le mode d'organisation socio-économique et les relations de travail à maintenir ou à instaurer rendent toutefois toujours plus difficile l'institutionnalisation des conflits. Il se peut qu'on soit à la veille d'atteindre un point-limite concernant les possibilités de réajustement systématique en cas de rupture des équilibres industriels, dès lors que ce ne sont plus seulement les méthodes et les conclusions des négociations que l'on met en cause mais les formes mêmes d'institutionnalisation des conflits. Il se pourrait qu'on en arrive à un point où, même à supposer que les hommes fassent preuve de bonne volonté - ce dont on peut douter -, il devienne techniquement impossible de ré-aménager ou de renouveler à temps et de façon adéquate les procédés de résolution des conflits industriels. Il y aurait alors surchauffe de même que risque de blocage des rouages systématiques. La façon dont on s'efforce de restaurer les équilibres socio-économiques rompus constitue d'ailleurs en elle-même une source supplémentaire de difficultés. Plutôt que de rectifier le fonctionnement d'ensemble des sys-

tèmes à la lumière des erreurs antérieures et des besoins nouveaux, on s'est depuis un siècle et plus généralement borné à ajouter à la pièce et sous la pression de l'urgence des circonstances de nouvelles méthodes de résolution des conflits. On omettait, ce qui pourtant aurait été essentiel, de se préoccuper des effets de ces ajustements parcellaires improvisés sur l'ensemble des systèmes. Or ces effets furent fréquemment mauvais. Ce ne sont pourtant pas les recommandations de réforme en profondeur des rouages et des objectifs des systèmes qui ont fait défaut. Au contraire, elles ont été nombreuses. Mais, émanant le plus souvent de commissions d'enquête, elles sont restées inopérantes ou encore n'ont été suivies qu'en partie.

Cette façon empirique de concevoir l'ingénierie sociale a eu de fâcheuses conséquences sur l'évolution des systèmes sociaux. La quantité inouïe, démesurément hétéroclite et excessivement encombrante des rouages que comportent les systèmes sociaux contemporains représente probablement l'effet le plus manifeste de cette orientation. À considérer de près les systèmes sociaux contemporains, on s'étonne qu'ils parviennent malgré tout à fonctionner.

Pour s'en tenir au système politique, on a peine à le percevoir dans son ensemble, tant il est devenu colossal et tentaculaire, particulièrement aux plans administratif et gouvernemental. En outre, de nombreux appareils médiateurs (groupes d'intérêt, partis, mouvements) canalisent vers lui les demandes des individus et des groupes (de ceux-là seuls, bien entendu, qui en acceptent la légitimité ou qui, bon gré mal gré sont forcés de traiter avec lui car - ils sont nombreux les groupes qui se refusent en principe à entretenir tout rapport avec le système politique en place - ou qui encore sont ignorés de lui). Ces groupes soumettent le système politique à des pressions fortes et souvent contradictoires, par exemple, celles émanant des syndicats et des associations d'affaires.

Le système politique tend naturellement à ne répondre qu'aux seules demandes qui lui sont d'emblée recevables mais, en pratique, face au risque de voir se détériorer le climat social, il est amené à accepter de considérer un grand nombre de revendications qui ne peuvent être traitées selon les procédés courants, ce qui constitue une source additionnelle de tension systémique.

Les finalités que le système politique poursuit, les règles du jeu qu'il institue, les actions et décisions qu'il sanctionne, bien qu'impératives pour tous, se révèlent souvent insatisfaisantes à l'usage ou encore sont rendues inopérantes par le refus de certaines catégories sociales, bénéficiant ou non de l'impunité, d'y obtempérer. Quant aux autorités politiques, quoique la responsabilité leur incombe en chaque matière d'énoncer ce qu'est l'intérêt public, elles n'ont pas, on le sait, le monopole de la sagesse, elles ont parfois du mal à transcender leurs propres intérêts particuliers et elles se voient dans la pratique contraintes de composer avec des agents sociaux inégaux, dont les plus puissants tentent, souvent avec succès, de se faire accorder un traitement de faveur.

Mais le système politique, bien que déjà très complexe, ne représente qu'un système parmi bien d'autres, tout aussi complexes : un système culturel, un système économique, un système écologique et ainsi de suite. Chacun se conjugue en outre avec tous les autres de multiples façons, chacun est soumis à l'influence de l'environnement extérieur et la cohérence d'ensemble découle du principe par lequel les agents dominants de chaque système sont interreliés, principe que John Kenneth Galbraith a appelé la technostructure.

Les sociétés industrielles avancées fonctionnent donc pour autant que les groupes majeurs s'accommodent d'un pluralisme très diffus et se satisfont de compromis provisoires sur les moyens et les fins. Elles fonctionnent pour autant qu'elles parviennent en plus à contenir, à assimiler en partie et, à la limite, à abolir d'autorité les idées et les mouvements protestataires qui surgissent et resurgissent non pas du néant, mais des contradictions inhérentes à ces sociétés. Et, finalement, elles fonctionnent pour autant qu'elles sont équipées de techniques de contrôle ou de rétroaction qui leur permettent de s'ajuster rapidement à toute réaction imprévue d'où qu'elle émane de même qu'à corriger dès qu'elles sont détectées les immanquables erreurs de parcours imputables à des causes techniques ou humaines.

Bref, la persistance des sociétés industrielles avancées suppose que les groupes sociaux majeurs parviennent de gré ou de force à s'accommoder des divergences fondamentales qui les opposent. Cette per-

sistance toutefois paraît aléatoire puisqu'elle tient à la possibilité des parties concernées de concilier leurs différences par voie d'ajustements qui ne sauraient être que provisoires. On ignore si cette condition peut durer en permanence ou si, tôt ou tard, sera atteint un seuil de lassitude ou d'insatisfaction au-delà duquel il sera impossible de contenir les conflits industriels par des méthodes de remise en équilibre qui ne désarticulent pas irrémédiablement les systèmes. Tout va finalement dépendre de la capacité de ces derniers de persister face à des tensions devenues très fortes de même que de la fermeté dont les catégories sociales mécontentes vont faire preuve dans leur volonté de saborder les systèmes en place.

À la lumière des crises récentes, il apparaît que les systèmes des sociétés industrielles avancées sont dotés d'une grande capacité de récupération et qu'ils se ré-ajustent avec plus de facilité au changement que les systèmes des sociétés pré-industrielles. En outre, ils ont remarquablement réussi à contenir, en les assimilant en partie ou en les brimant, les idées et les mouvements d'opposition radicale. Les groupes qui leur sont le plus farouchement adverses trouvent le plus souvent un exutoire à leur mécontentement dans des discours fracassants alors que leurs actes restent bien en deçà des possibilités de résistance des systèmes. Ces groupes, malgré toutes leurs récriminations, retireraient encore suffisamment d'avantages des systèmes en place pour les dissuader de s'attaquer sérieusement à la tâche de les abattre et d'ériger sur leurs ruines des systèmes de remplacement. De fait, la plupart des groupes contestataires, même radicaux, n'ont même pas prévu de systèmes de remplacement.

Dans nombre de sociétés industrielles avancées des groupes sont toutefois d'ores et déjà en état d'insurrection contre les systèmes en place. Et l'on dit de ces sociétés qu'elles sont en crise précisément dans la mesure où leurs systèmes d'action risquent d'échouer - ce qui devient un tour de force de plus en plus ardu - à maintenir ou à restaurer un état d'équilibre entre groupes inégaux qui, s'il n'offre pas la garantie de la paix industrielle, du moins éloigne la possibilité d'une guerre industrielle chronique.

Contrairement à l'opinion reçue, la présence active de mouvements d'opposition, même radicaux, contribue à la persistance systémique

pourvu toutefois qu'ils soient institutionnalisés, c'est-à-dire qu'ils soient acceptés par le système en place comme des rouages réguliers de son fonctionnement.

Les mouvements d'opposition radicaux institutionnalisés remplissent deux fonctions utiles majeures. En premier lieu, ils signalent par leurs revendications agressives la présence de failles dans le fonctionnement ou les finalités du système. De la sorte, ils amènent ce dernier à se rajuster suffisamment pour que, à la suite de confrontations qui peuvent être très dures, de nouveaux paliers d'équilibre soient atteints, tant d'ordre qualitatif que quantitatif (ainsi le passage à des rajustements au niveau des personnes, ensuite à celui des règles du jeu, à celui des finalités et, finalement, à celui des modes d'organisation).

En second lieu, pour les systèmes des sociétés industrielles avancées, ces mouvements d'opposition radicale agissent comme des soupapes de sûreté qui apaisent les impulsions à la colère des groupes en révolte contribuant ainsi à atténuer les possibilités de guerre industrielle. Ils savent les chances de succès des mouvements radicaux non-institutionnalisés qui eux, de par leur position sociale marginalisée, n'ont rien à perdre et même, dans leur esprit, ont tout à gagner en travaillant de façon implacable et irrévocable à la destruction du système en place par le recours à des modes d'action révolutionnaires.

L'échec du système en place à remplir sa double fonction de récupération de l'opposition et d'apaisement de la colère des opposants pourrait entraîner son renversement puisque de la sorte il se rendrait impuissant à prévenir le déclenchement d'un processus révolutionnaire irréversible.

Paix ou guerre industrielle au Québec ?

[Retour à la table des matières](#)

À l'exemple de toutes les sociétés industrielles avancées, le Québec contemporain ne reproduit ni le type-idéal de la paix industrielle ni celui de la guerre industrielle. La question qu'il convient de poser est la suivante : à quel point du continuum paix-guerre industrielles convient-il de le situer ?

Seul un examen approfondi de l'évolution récente de la société québécoise de même que des tendances en cours permettrait de cerner convenablement cette question. On peut néanmoins énoncer avec une certaine assurance les trois propositions suivantes :

La base techno-économique du Québec s'est considérablement élargie de sorte qu'il n'est plus possible de juger du mode de production ni des relations de travail au seul niveau de chaque entreprise particulière. En outre, les secteurs industriels dominants au Québec sont sous le contrôle de multinationales plutôt que d'entreprises locales. La recherche de solutions aux problèmes que posent le mode et les relations de production, au Québec comme ailleurs, oblige à passer du niveau des micro-décisions, c'est-à-dire, celui de chaque entreprise individuelle, au niveau des macro-décisions, celui qui englobe la société tout entière et qui, dès lors, met en cause le gouvernement.

Le pluralisme idéologique s'est grandement accentué au Québec parmi les groupes d'action de sorte qu'il fait maintenant partie intégrante de la situation. Il s'ensuit que l'organisation à laquelle la société confie la responsabilité de définir l'intérêt public dans chaque question particulière, c'est-à-dire le gouvernement, ne saurait plus, comme naguère, se laisser guider d'après une orthodoxie particulière. Il lui in-

combe plutôt de reconnaître le pluralisme idéologique parmi les individus et les groupes et de faire en sorte que les conflits que celui-ci entraîne n'empêchent pas la mise entre parenthèses des divergences dans des cas particuliers, par exemple dans les négociations de travail. Si le gouvernement continuait à favoriser systématiquement une orientation idéologique au détriment des autres orientations, il s'ensuivrait une radicalisation des positions parmi les groupes brimés qui rendrait impossible toute entente acceptée de bonne foi.

Une troisième condition dont l'impact s'étend également à l'ensemble de la société consiste dans l'importance accrue du gouvernement en ce qui concerne les relations de travail. Non seulement le gouvernement est-il appelé à exercer le rôle d'arbitre dans le secteur privé, en raison de l'ampleur qu'y revêtent les conflits, mais encore il est lui-même directement impliqué par le fait qu'il est devenu le plus grand employeur individuel de la société, que ses employés sont syndiqués et que, par suite, les relations de travail dans le secteur public doivent faire périodiquement l'objet de négociations tout comme dans le cas du secteur privé. Eu égard au fait que le secteur public est généralement plus visible que le secteur privé et par suite du statut insigne du gouvernement on doit s'attendre à ce que la négociation des relations de travail revête une importance toute particulière dans ce secteur et que, notamment, la dimension idéologique des conflits ressorte de façon plus manifeste.

En raison de ces conditions de base, de dures secousses ont éprouvé la solidité du système socio-politique québécois depuis dix ans. Mais en 1966, en 1968 encore et même jusqu'aux événements d'octobre 1970, il n'était pas irréaliste de penser voir s'instaurer au Québec un régime de concertation, sur les fins et sur les modes d'organisation, entre les partenaires industriels : le patronat, les syndicats et le gouvernement. Il serait illusoire d'entretenir pareil objectif aujourd'hui. S'il est vrai que les nombreux conflits de travail survenus depuis dix ans dans les secteurs public et parapublic ont tous été surmontés, on doit convenir qu'il est resté de chaque affrontement des plaies mal cicatrisées qui se sont réouvertes à chaque occasion subséquente d'autant plus aisément que d'autres conflits, d'ordre socio-politique, avaient dans l'entretemps à leur tour éprouvé la solidité du système. C'est ainsi qu'à l'occasion des négociations de travail dans les secteurs

public et para-public de 1976 ressurgissent les mêmes controverses auxquelles les injonctions et le décret de 1972 avaient mis fin d'autorité.

S'il ne s'agissait que de divergences sur des points particuliers, on pourrait escompter un retour à une condition voisine de la paix industrielle à la suite d'une entente négociée en toute liberté et de bonne foi. Mais le désaccord paraît porter sur l'essentiel, c'est-à-dire sur les finalités et sur le mode d'organisation socio-politiques qui conviennent au Québec et seule la crainte chez l'une des parties ou chez chacune d'entre elles de se voir définitivement mise au pas ou encore d'être la victime d'un éclatement interne peut désormais restaurer pour quelques temps un *modus vivendi* se présentant sous la forme d'une suspension temporaire des hostilités.

Pour comprendre la condition précaire des conditions industrielles au Québec, il faut voir que, depuis dix ans, chacun des agents impliqués s'est graduellement enfermé dans une façon particulière de concevoir un ordre socio-économique et des relations de travail qui lui sembleraient valables et que la divergence croissante des positions conjuguant ses effets avec les griefs accumulés de part et d'autre rend de plus en plus étroites les voies d'un dialogue.

De ce constat d'ensemble, mes propres observations dérivées des résultats de l'enquête que mes collaborateurs et moi avons menée depuis quatre ans sur les cultures politiques au Québec m'amènent à tirer les propositions suivantes.

Depuis dix ans, la société québécoise a graduellement glissé d'un point plus près du type-idéal de la paix industrielle vers un point plus voisin de celui du type-idéal de la guerre industrielle. Nombre d'indices permettent de supposer que ce glissement vers la guerre industrielle va se continuer au cours des prochaines années. Le radicalisme verbal des syndicats va s'accroître et il se pourrait que l'évolution de la conjoncture conduise ces derniers à recourir à des modes d'action plus fracassants que ce ne fut le cas jusqu'ici. (Seul le risque réel d'un éclatement interne paraît pouvoir les retenir sur cette voie).

Quant au monde des affaires, face à ce que, conformément à son idéologie, il va considérer comme une menace à ses intérêts, il sera conduit à adopter une position de plus en plus négative vis-à-vis du syndicalisme et de plus en plus soupçonneuse à l'endroit du gouvernement.

Les groupes populaires non-institutionnalisés (comités de citoyens, mouvements sociaux révolutionnaires) vont radicaliser leur position, affiner leurs stratégies à un degré suffisant pour faire craindre aux mouvements d'opposition radicale institutionnalisés, notamment les syndicats et un parti réformiste comme le Parti québécois, de se faire déborder sur leur gauche et d'être eux-mêmes emportés par le souffle révolutionnaire de ces groupes, ce qui pourrait inciter ces derniers à tenter de conclure un moratoire avec le gouvernement et le patronat eux-mêmes dans ces conditions obligés d'assouplir leurs positions dans le dessein de stopper une évolution vers un radicalisme extrême qui risquerait de les emporter.

Quant aux publics, quelles orientations sont-ils susceptibles de prendre ? Face à ces mouvements de force opposés qui s'affrontent au-dessus d'eux, sans leur concours direct, mais en leur nom et en les prenant à témoin, ils seront de plus en plus sujets à l'incertitude et à l'insécurité, leur méfiance déjà prononcée à l'égard de tous les dirigeants de la société, y compris ceux de leurs propres groupes, va s'accroître. Ils sont déjà devenus et ils deviendront de plus en plus une proie facile pour les leaders populistes de gauche ou plus probablement de droite que semblable situation va faire inmanquablement surgir.

Par suite de l'importance que revêtent les relations de travail dans les secteurs public et para-public de même que de l'influence croissante du rôle du gouvernement dans l'ensemble de la vie sociale, notamment dans les relations de travail dans le secteur privé, ce sont les fédérations syndicales et le gouvernement du Québec qui paraissent devoir être les agents décisifs de la tournure éventuelle des événements. Tout accroissement du radicalisme parmi les premiers stimulera les impulsions répressives déjà marquées chez le second, ce comportement ayant lui-même comme résultat un nouvel accroissement du radicalisme des fédérations syndicales. C'est là, il me semble la

dialectique maîtresse qui, à l'heure actuelle, détermine l'évolution de fond des relations de travail au Québec. C'est également cette dialectique qui conditionne de façon toujours plus décisive l'orientation des autres groupes sociaux.

Il ressort de cette conjoncture qu'il n'est plus possible de garantir que les confrontations sur la façon d'aménager l'organisation socio-économique et les relations de travail vont continuer d'aboutir à des compromis provisoirement acceptables à toutes les parties. Les contradictions qui découlent du mode d'organisation de la société québécoise et que réfléchissent les oppositions idéologiques entre les groupes sociaux poussent les uns à recourir à un discours violent et insensiblement à adopter des modes d'action qui conduisent à la guerre industrielle et les autres à contrecarrer ces mouvements par le recours à des mesures répressives justifiées au nom de l'intérêt public et, à la limite, au nom de la raison d'État.

C'est surtout le pourtour des évolutions d'ensemble qui se laisse mal deviner. On ignore notamment quelles conditions pourraient à coup sûr accroître la force de frappe des mouvements populaires au Québec à un point où cette force deviendrait un sujet majeur d'inquiétude pour les groupes d'opposition radicale institutionnalisés. Dans l'éventualité d'une flambée révolutionnaire sous l'impulsion des groupes populaires, les groupes d'opposition radicale institutionnalisés, comme les syndicats, se rangeraient-ils, dans le dessein de se protéger eux-mêmes, du côté des « forces de l'ordre », c'est-à-dire des agents qui visent à perpétuer le système socio-économique dominant, conformément à une hypothèse fondée sur le comportement des syndicats même communistes dans d'autres sociétés industrialisées aux prises avec des situations pré-révolutionnaires, ainsi la France en 1968, ou, au contraire, accepteraient-ils, par suite de considérations d'ordre tactique, de servir de point d'appui aux impulsions révolutionnaires ?

On le voit, tous les pronostics demeurent largement problématiques. Ils découlent toutefois d'un diagnostic de la situation qui, lui, est beaucoup plus sûr. La formulation d'un diagnostic complet demeure néanmoins une entreprise longue et difficile. Quand il faut procéder rapidement comme ce sera le cas ici, il y a risque d'omettre des élé-

ments importants. Il faut surtout veiller à ne pas être la victime d'une triple illusion d'optique communément répandue aujourd'hui et qui déforme grandement la réalité.

Le premier mirage découle d'une lecture erronée du passé. D'aucuns, en effet, apparemment de plus en plus nombreux à mesure que la situation paraît se détériorer, se retournent aujourd'hui avec nostalgie vers un passé encore récent où il semblerait qu'aient prévalu au Québec un mode d'organisation socio-économique et des relations de travail se rapprochant du type-idéal de la paix industrielle.

Même ceux, parmi eux, qui à l'époque s'étaient opposés à l'ordre existant alors vont aujourd'hui jusqu'à faire appel aux gouvernements pour qu'ils restaurent d'autorité l'ordre social et industriel. Ils paraissent avoir oublié - ce qu'ils déploraient eux-mêmes lorsqu'ils étaient d'ardents réformistes - que cet apparent consensus général sur les finalités sociales et les modes d'organisation, même alors, n'était qu'un leurre. En effet, le paternalisme d'ordinaire bienveillant des élites et l'adhésion générale à la foi catholique qui fondaient ces solidarités masquaient les antagonismes sociaux qui sourdaient des modes de production capitaliste et de vie urbaine devenus prédominants. L'examen du processus d'évolution interne qui conduit la Confédération des travailleurs catholiques du Canada à devenir la Confédération des syndicats nationaux permet une bonne évaluation des facteurs de conflit qui existaient depuis longtemps mais qui se trouvaient camouflés sous le masque d'une unanimité imposée par une autorité de plus en plus oppressive à mesure que les conflits de fond transparaissaient davantage. La nouvelle petite bourgeoisie (constituée des intellectuels et de l'intelligentsia bureaucratique) qui a pris la relève de l'ancienne petite bourgeoisie (clercs et membres des professions libérales) comme classe « nationale » dominante, pas plus que celle-ci, ne réussira à instaurer les solidarités « unanimes » dont elle continue de rêver.

Le second mirage résulte d'une lecture douteuse de l'avenir. Certains, en effet, constatant l'existence d'une vogue du marxisme-léninisme au Québec parmi les intellectuels et les groupes populaires, s'emballent et concluent sans plus de façon au déclenchement d'une guerre industrielle aiguë à plus ou moins brève échéance. Le projet

d'instauration d'une société communiste n'est pourtant qu'un simple vœu formulé par une minorité privée de groupes de support importants. Les mouvements qui adhèrent présentement à ce projet révolutionnaire sont très marginaux et ils disposent de faibles moyens d'action. La seule possibilité de faire surface qui paraît s'offrir à cette tendance révolutionnaire serait l'infiltration de groupes d'action puissants, comme les syndicats. Il est toutefois douteux que cette stratégie réussisse, du moins à court terme, sans le concours actif de leaders syndicaux influents, ce qui, malgré certaines apparences, paraît improbable. Néanmoins, la présence du mirage d'une vague de fond marxiste-léniniste entraîne plusieurs conséquences, entre autres celle de fournir une justification facile pour l'application par les autorités en place de mesures répressives.

Un troisième et dernier mirage vient de ce qu'on pourrait appeler le syndrome du solipsisme, syndrome se manifestant par une tendance marquée à croire que le devenir du Québec dépend exclusivement des seuls Québécois, sans qu'il faille tenir compte de l'environnement au sein duquel la société québécoise évolue. Pourtant il paraît bien improbable que le développement des conditions industrielles au Québec échappe à l'influence des sociétés industrielles avancées, notamment des États-Unis et du reste du Canada. La prise en considération de la nécessaire interdépendance du Québec par rapport au reste du monde ne signifie pas qu'il faille cesser de s'intéresser à l'examen des aspects de la situation qui sont propres à la société québécoise. Elle doit toutefois inciter à toujours tenir compte de l'impact sur le Québec des évolutions qui se produisent ailleurs. Par exemple, si une vague révolutionnaire allait anéantir le capitalisme en Europe et aux États-Unis, il est fort probable que ce dernier aurait du mal à survivre au Québec. Inversement, il serait difficile de renverser le capitalisme au Québec si les positions de celui-ci se consolidaient ailleurs. Si dans ces conditions une guerre industrielle se confinait au seul Québec, il est probable qu'elle n'atteindrait pas la phase aiguë mais qu'elle s'orienterait plutôt vers le type-idéal de la guerre industrielle, c'est-à-dire qu'elle revêtait un caractère chronique, ce qui aurait comme résultat de stopper l'évolution socio-économique du Québec.

Je vais tenter d'établir le diagnostic sur l'état de la vie industrielle au Québec qui fonde les énoncés précédents en cernant le mode de

raisonnement des trois principaux protagonistes : les syndicats, le monde des affaires et le gouvernement de même qu'en évaluant les effets de l'interaction de ces protagonistes sur les publics. En conclusion, je formulerai quelques jugements sur l'état actuel de la vie industrielle au Québec.

A) La logique syndicale

[Retour à la table des matières](#)

Les syndicats représentent l'organisation militante de la résistance des salariés contre les employeurs. Il est résulté des dures luttes qu'ils ont menées au dix-neuvième siècle, luttes pendant longtemps sauvagement réprimées par les autorités en place, que les hommes libres en droit qu'étaient les travailleurs industriels ont finalement cessé de se retrouver, en fait, face aux chefs d'entreprise, dans une situation plus cruelle encore par suite de la détérioration des rapports de réciprocité entre dominants et dominés, que celle des esclaves de l'antiquité devant leurs maîtres et des serfs du Moyen Âge vis-à-vis de leurs seigneurs.

Mais ce rôle libérateur qui permet une amélioration sensible des conditions matérielles et personnelles des salariés au sein de l'entreprise et dans l'ensemble de la société, les syndicats ne l'ont rempli qu'à la suite d'une concession majeure de leur part : accepter d'adhérer à des règles établies par les autorités publiques plus ou moins en collaboration avec eux et ayant force de loi qui désormais allaient régir les rapports de travail.

Les syndicats acceptaient de la sorte de devenir des rouages officiels ou organiques du système industriel capitaliste et du régime politique libéral en place. À l'origine, ce fut là de leur part un geste simplement tactique, consenti seulement dans le but d'améliorer le sort fait aux salariés. De leur côté, ce n'est pas de gaieté de cœur que chefs d'entreprise et gouvernements consentirent à l'institutionnalisation des syndicats après les avoir persécutés pendant plus d'un demi-siècle. Ils ne posèrent ce geste qu'après avoir été contraints de convenir que

c'était là le seul moyen de prévenir le sabotage et les grèves sauvages à l'intérieur des usines de même que les émeutes et les guerres civiles à la grandeur des nations.

L'institutionnalisation des syndicats devait d'ailleurs se révéler profitable aux uns et aux autres. Il en résulta, pour les salariés, malgré la consécration de leur état de dépendance personnelle, de meilleures conditions de travail, une sécurité d'emploi accrue de même qu'une amélioration de leur niveau de vie. Et pour les chefs d'entreprise et les gouvernements, il s'ensuivit l'assurance que des ententes négociées résorberaient les conflits de travail sans pour autant que ne soit abolie la position de dominance du patronat dans le système d'entreprise et dans la société.

D'où la position profondément ambiguë du syndicalisme dans les sociétés capitalistes et libérales. Il demeure une force d'opposition plus ou moins radicale selon les pays et les époques, contestatrice du mode d'organisation et des finalités sociales en vigueur mais, en même temps, il ne peut remplir sa fonction immédiate de défense des intérêts économiques et professionnels de ses membres qu'en s'acceptant comme un rouage organique essentiel des systèmes en place qui fournissent les ressources dont il a besoin pour servir ses membres mais qui en même temps établissent et sanctionnent le mode d'organisation et les finalités qu'il dénonce.

De plus en plus poussé par l'ensemble de la société et, en temps ordinaire, par ses propres membres à viser à l'amélioration des conditions de travail à l'intérieur du système plutôt qu'à lutter pour la suppression de ce dernier, le syndicalisme a modifié ses stratégies d'action et, dans plusieurs cas, s'est même transformé en profondeur. Son institutionnalisation dans le système industriel capitaliste et le régime politique libéral l'a conduit à devenir, le lieu, non plus de l'organisation militante de la résistance des salariés comme c'était le cas à l'origine, mais plutôt le lieu de gestion de cette résistance, dont les ententes négociées sur les conditions de travail et les salaires représentent la forme achevée.

Les avantages que retirent les salariés de cette ré-orientation des syndicats a influé grandement sur l'évolution ultérieure du syndica-

lisme. C'est ainsi que les syndicats sont devenus de lourds appareils bureaucratiques dirigés par des oligarchies à l'image de leurs vis-à-vis patronaux et surtout gouvernementaux. C'est ainsi également qu'ils sont implicitement ou explicitement devenus des alliés ou des complices des exactions imputables aux modalités de l'industrialisation sous sa forme capitaliste et dans certains cas sous sa forme socialiste, par exemple, en ce qui concerne la fabrication des armements de guerre, le gaspillage des ressources naturelles non-renouvelables et l'exploitation de la pauvreté et de l'ignorance parmi les peuples pauvres du tiers-monde de même qu'à l'endroit des catégories sociales non syndiquées, parce que trop démunies, des quartiers pauvres des villes et des régions excentriques des pays riches. Le mode de production socialiste - ne paraît pouvoir soutenir un rythme de croisière considéré comme acceptable par les peuples riches devenus insatiables qu'en accroissant constamment la productivité, aussi exorbitant qu'en puisse être le prix. Pour soutirer encore de la plus-value, on en est rendu à exploiter au maximum non plus seulement les catégories sociales les plus démunies des pays riches et les peuples pauvres du tiers-monde mais encore à détruire irrémédiablement - et sciemment - l'environnement humain. Or les syndicats sont sur ces points comme sur bien d'autres travaillés par les mêmes problèmes que les gouvernements et les entreprises, puisqu'eux aussi se doivent de satisfaire les exigences sans limites de leurs membres. Plusieurs d'entre eux font l'autruche et deviennent complices en fermant les yeux sur ces comportements immoraux. D'autres dénoncent ces comportements mais avec assez de mollesse puisqu'ils ne sont pas prêts à accepter aucune formule de remplacement qui impliquerait une réduction du niveau de vie des catégories les plus riches parmi les employés syndiqués.

Néanmoins, par suite de ses origines et de la gêne qu'il ressent à servir ainsi les objectifs d'un système qui lui reste insatisfaisant en dépit des avantages immédiats qu'il en retire pour ses membres, le syndicalisme n'est pas naturellement un instrument d'intégration et de réconciliation au système industriel et au régime politique existants. Le cas des syndicats américains que l'on cite constamment afin de démontrer que les syndicats se sont complètement réconciliés avec le mode de production et les objectifs du capitalisme représente une exception plutôt que la règle. Et tous ceux qui ne poussent pas la myopie au point de se fermer les yeux sur la menace d'écclatement qui pèse de

plus en plus lourdement sur la planète par suite du comportement suicidaire du complexe industriel, militaire et politique des États-Unis, n'ont guère à se réjouir de l'existence d'un type de syndicalisme qui s'est fait un fidèle allié de ce monstrueux complexe, parce que ses membres profitent dans l'immédiat des retombées des prélèvements effectués sur les peuples et les catégories sociales les plus pauvres et qui bénéficient à court terme à un petit nombre de pays riches mais dont l'humanité entière paie les notes de frais élevées qui en résultent déjà et qui, en s'accroissant à un taux exponentiel au cours des prochaines décennies, vont à moyen terme entraîner une banqueroute générale. Comment dans ces conditions vanter le syndicalisme « d'affaires » américain pour son a-politisme, quand il pousse son engagement politique jusqu'à approuver qu'une bande de travailleurs syndiqués, sous le regard complaisant des forces de l'ordre, aille battre des étudiants de l'université Columbia qui manifestent contre la guerre du Vietnam parce qu'ils sont convaincus, tout comme leurs patrons, que c'est cette guerre qui les fait vivre ?

L'évolution du syndicalisme autochtone au Québec contraste avec celle des autres sociétés industrielles. En effet, ce ne furent pas des mouvements de travailleurs en colère qui donnèrent naissance à la Confédération des travailleurs catholiques du Canada mais bien plutôt la volonté des élites, et d'abord des évêques, de faire la lutte aux unions internationales (américaines) implantées au Québec qu'elles accusaient d'être venues ici pour inculquer l'esprit matérialiste parmi les ouvriers et pour fomenter des troubles industriels. En créant la CTCC on visait à instaurer au Québec des relations pacifiques entre patrons et employés, conformément à la doctrine officielle de l'Église selon laquelle les employeurs se devaient de se comporter en bons pères de famille à l'égard de leurs employés qui, de leur côté, devaient se montrer dociles et respectueux à l'endroit de leurs patrons. La constitution de 1921 exprime bien la nature des rapports de travail que la CTCC allait s'attacher à établir : « _employeurs et employés doivent vivre en s'accordant, en s'aidant et en s'aimant ».

Tout comme la CTCC, la CIC (la Corporation des instituteurs et institutrices catholiques) naît catholique, corporatiste et nationaliste. Plus encore que la première elle est sous le contrôle de l'Église et sous

l'autorité prépondérante bien qu'officiellement seulement morale des aumôniers.

Dans le secteur industriel tout comme dans celui de l'enseignement, l'Église s'est trouvée en quelque sorte à faire un concordat avec les employeurs et le gouvernement aux termes duquel ceux-ci s'engageaient à traiter de façon paternelle avec leurs employés en retour de la paix sociale qu'elle garantissait. L'Église paraît bien avoir respecté, quant à elle, les termes de ce quasi-concordat puisque durant les vingt-cinq premières années de l'existence de la CTCC on ne compte qu'un petit nombre de grèves, celles-ci n'étant d'ailleurs considérées comme moralement licites que dans des cas extrêmes. Ces conditions bien particulières expliquent que ce n'est qu'en 1944 que le gouvernement sentit le besoin d'établir un code de travail élaboré, d'ailleurs emprunté d'une loi américaine adoptée dix ans plus tôt et auquel on n'a apporté jusqu'ici que des retouches substantielles en 1964, à la suite de l'accréditation syndicale des employés des secteurs public et para-public.

Ce n'est qu'avec la grève de l'amiante, en 1949, que la CTCC se refuse définitivement à concevoir les relations patronales-ouvrières selon le principe d'une solidarité mutuelle mais dissymétrique et commence timidement à percevoir son rôle social comme devant en être un de revendication -contestation. Il faut toutefois attendre encore vingt-sept ans, jusqu'en 1966, pour la CTCC devenue CSN et trente ans, jusqu'en 1970, pour la CIC devenue la CEQ et pour la FTQ qui s'est jointe à ce moment aux deux autres grandes fédérations, avant que le syndicalisme québécois s'engage systématiquement dans l'approfondissement et la pratique du rôle complémentaire d'agent de transformation sociale qu'il s'est donné.

L'évolution du syndicalisme européen et celle du syndicalisme québécois ont donc été discordantes. Bien que les syndicats québécois et les syndicats européens radicaux occupent aujourd'hui des positions idéologiques très voisines, tandis qu'en Europe la situation industrielle a généralement évolué d'un point plus près de la guerre à un point plus près de la paix, au Québec c'est le cheminement contraire qui a été parcouru. De vieux souvenirs de pénibles conflits industriels associés aux débuts agités du syndicalisme rendent les Européens plus tolérants à l'endroit du radicalisme socio-politique pratiqué aujourd'hui

par plusieurs syndicats tandis que les Québécois, comme pris par surprise par la volte-face des syndicats depuis dix ans, sont naturellement portés à adopter à l'endroit de cette brusque radicalisation des attitudes extrêmes, les uns poussant les syndicats à accentuer encore leur pression sur le système en place et les autres, au contraire, s'indignant et les dénonçant comme irresponsables.

La rapidité avec laquelle s'est effectuée la ré-orientation syndicale au Québec influe également sur les attitudes des dirigeants et des permanents syndicaux de même que sur les simples membres. Tandis qu'en Europe, toutes les formes de radicalisme font partie intégrante de la culture politique et que ceux qui les préconisent ne se sentent pas constamment obligés de se justifier ni de s'efforcer de galvaniser leurs effectifs puisque la loyauté des membres est acquise, au Québec, les dirigeants et permanents syndicaux ne peuvent compter sur aucune tradition radicale ayant de fermes assises et doivent obligatoirement définir leur propre orientation idéologique et cela, seuls, sans le concours d'intellectuels leur inspirant pleinement confiance. Ils doivent en outre mobiliser leurs propres effectifs sans le support d'organisations annexes puissantes, notamment, de partis politiques. Ces circonstances particulières les conduisent à recourir à un radicalisme verbal qui dépasse leur volonté et leur capacité d'action.

Il s'ensuit que les positions idéologiques des syndicats québécois restent mal définies, que les modes d'action auxquels ils recourent sont erratiques et parfois contradictoires avec leur discours et qu'ils tentent, souvent de façon maladroite, d'utiliser les conflits de travail pour des fins de propagande idéologique auprès du grand public mais d'abord à l'endroit de leurs propres membres.

Les prises de position qui ont accompagné la publication du Manuel de mai 1975 de la CEQ constituent un bon exemple de la situation qui prévaut au Québec à l'endroit du radicalisme syndical. On imagine mal la parution de semblable manuel en Europe de même que la réception dont il fut l'objet. Là, en effet, où existent des syndicats d'enseignants communistes, comme en Europe, on ne s'attendrait pas à ce qu'ils posent pareil geste puisque les enseignants, membres de ces syndicats, sont également communistes et ont depuis longtemps acquis le droit d'exprimer sans trop de contraintes leurs convictions per-

sonnelles en classe et hors de la classe. Ces convictions communistes, d'ailleurs, s'ancrent dans la culture politique de ces pays dont elles représentent une importante dimension. L'absence de semblables traditions au Québec explique le fait que le Manuel de mai ait été considéré par les dirigeants de la CEQ comme un geste fracassant et par les associations d'affaires, le ministre de l'Éducation de l'époque et une large fraction du public, comme un acte subversif.

Les syndicats québécois, que les réalignements radicaux qu'ils ont effectués depuis dix ans transforment en profondeur, en sont donc rendus, mais dans des conditions fort différentes, à peu près au même point que leurs homologues européens. Ils se perçoivent désormais, non plus comme de simples rouages intégratifs du système sociopolitique en place, mais comme des agents majeurs de transformation sociale. Mais tandis que ces derniers vivent leur radicalisme comme une condition normale, les circonstances particulières au sein desquelles ils oeuvrent contraignent les seconds à faire montre d'une grande agressivité.

Ce serait être injuste à l'endroit des dirigeants syndicaux que de les accuser d'être responsables des contradictions qu'ils dénoncent : ces contradictions émergent en effet de la société elle-même. Il est exact qu'ils se trouvent de la sorte, à des degrés divers et de façon plus ou moins systématique selon les cas, à mettre en cause l'ordre établi. Mais peut-on leur reprocher leur comportement avec la virulence qu'on y met parfois quand on examine d'un peu plus près la nature des maux qu'ils déplorent : un mode de production qui subordonne le capital au travail et la production à la consommation, qui se contente de soulager la misère plutôt que d'en supprimer les causes, qui en même temps crée et justifie des inégalités sociales et régionales immorales, qui tolère allégrement les maladies industrielles, dont il profite financièrement, qui maintient l'insécurité d'emploi et de bas niveaux de vie afin de s'assurer d'une main-d'œuvre docile, qui manifeste la plus grande insouciance devant les accidents de travail, et ainsi de suite. Par exemple, est-ce poser un geste « politique » si radical que de réclamer un salaire minimum de \$165.00 par semaine, en ces temps d'inflation, dans les secteurs public et para-public alors qu'on pourrait considérer comme on le fait en Europe que l'État se doit d'être un employeur modèle, l'entreprise qui donne le ton, comme le font d'ailleurs

des entreprises privées comme General Motors aux États-Unis - et cela, dans un cas comme dans l'autre, sous l'instigation de syndicats idéologiquement aux antipodes les uns des autres mais ayant deux traits en commun : leur propre puissance de même que celle de l'employeur avec lequel ils traitent.

Le réalignement syndical québécois doit être considéré comme le principal facteur qui a prévenu la restauration d'un monolithisme sclérosant qui était en train de se faire autour du libéralisme à la suite de l'effondrement du conservatisme politique en 1960. Si on fait abstraction de l'action syndicale, ce qui reste de points d'appui pour les idées progressives dans les journaux et les médias électroniques, au sein des CEGEP et des universités, de certains périodiques et mouvements populaires ne pèse en effet pas lourd devant l'ampleur des courants néo-conservatistes au Québec. Mais à supposer que le syndicalisme n'ait pas radicalisé ses positions depuis 1966, plutôt que d'avoir à traiter avec une organisation bien institutionnalisée, comme c'est le cas aujourd'hui, il aurait bien pu se produire que le système en place se fût trouvé contraint d'affronter une multiplicité de groupuscules, bien plus intraitables encore parce qu'« irresponsables », introuvables et plus radicaux.

Il est vrai que le syndicalisme québécois se trouve présentement placé devant un dilemme. Mais ce dilemme ne tient pas à la nature des positions concrètes que ses dirigeants adoptent, positions qui, en dehors des périodes de crises industrielles comme celles qui se déclenchent à l'occasion de chaque négociation dans les secteurs public et para-public, restent réformistes malgré le recours à un langage radical. Le dilemme tient plutôt au fait qu'il devient de plus en plus malaisé pour les chefs syndicaux de pousser plus avant leur action tout en sauvegardant l'unité au sein des organisations syndicales et, surtout, en évitant leur éclatement. L'hétérogénéité sociale et le pluralisme idéologique de leurs membres, qui prolongent l'hétérogénéité et le pluralisme de l'ensemble de la population, vont bientôt et ont déjà commencé à freiner l'élan des syndicats.

Ce n'est pas la « politisation » aussi poussée soit-elle des syndicats qui est répréhensible. Au contraire, il est salutaire qu'un mouvement ayant des appuis sociaux solides se fasse le porte-parole de tous ceux

qui sont conscients de l'énormité des problèmes qui se posent à la société. Le danger que court le syndicalisme québécois, c'est d'être emporté par la vague de colère qu'il est susceptible de susciter. Il est lui-même travaillé par les tares qu'à juste titre il dénonce. (Ainsi la bureaucratisation excessive de l'appareil syndical et l'oligarchisation de la direction). Par ailleurs, il restera toujours contraint de faire appel au système qu'il dénonce pour être en mesure de procurer à ses membres les biens et services que ces derniers réclament de lui.

La logique de sa position pousse donc le syndicalisme dans deux directions opposées à la fois : la volonté d'être un agent de transformation sociale et la nécessité de fournir à court terme à ses membres des avantages tangibles qu'il ne peut se procurer que grâce au système dont il est un partenaire obligé en ce qui touche la production des biens et des services.

Le syndicalisme québécois va bientôt se trouver aux prises avec des difficultés insurmontables si, d'une part, à supposer qu'il ne puisse compter sur le Parti québécois comme porte-parole officiel, comme je suis enclin à le penser, il ne naît pas un parti politique des travailleurs qui prolongerait et conduirait à terme ses revendications socio-politiques et si, d'autre part, on refuse aux employés la possibilité d'un libre choix de leur syndicat, suivant les lignes majeures du clivage social et les grandes configurations idéologiques dans lesquelles ils se distribuent, ce qui entraînerait obligatoirement la création de nouvelles formations syndicales, de façon à ce que l'éventail idéologique du syndicalisme soit plus conforme au pluralisme social et idéologique de l'ensemble de la société. Autrement, la scission au sein de la CSN qui a donné naissance à la CSD en 1972 ne pourrait bien être que le prélude d'une série de dissidences pour des motifs idéologiques au sein du syndicalisme québécois. Semblables dissidences seraient en fin de compte salutaires. Le malheur aujourd'hui, quoi qu'on dise, ce n'est pas qu'il existe un syndicalisme radical au Québec, c'est qu'il occupe presque toute la place. Il est déraisonnable de préconiser, comme on le fait parfois, l'unification de tous les syndicats en une seule fédération. Cette unification qui conférerait en quelque sorte un statut permanent à l'actuel « front commun » syndical, pourrait être souhaitable pour des raisons d'ordre syndical, nationaliste et, peut-être, partisan. Au plan des valeurs sociétales comme pour les travailleurs eux-

mêmes, ce serait une catastrophe. Le syndicalisme québécois ne peut guère plus longtemps prétendre reproduire à la fois le modèle européen et le modèle américain, ces deux modèles étant incompatibles.

B) La logique des associations des affaires et patronales

[Retour à la table des matières](#)

Le monde des affaires constitue au Québec une réalité des plus hétérogènes. À côté d'un petit nombre de grande entreprises florissantes et très souvent canadiennes-anglaises ou étrangères, des milliers de petites et moyennes entreprises, en très grande majorité canadiennes-françaises, cherchent leur place au soleil. De même, le monde du patronat se divise en deux grandes catégories, celui du secteur privé et celui des secteurs public et parapublic. Seuls les premiers sont des patrons au sens classique du terme, c'est-à-dire des personnes qui dirigent une entreprise dans laquelle ils ont généralement des intérêts économiques personnels, contrôlent les moyens de production et représentant la dernière instance régulière dans les relations de travail.

Les « patrons » dans les secteurs public et para-public (directeurs d'école, d'hôpitaux, etc.) sont en réalité des salariés du gouvernement qui agit d'ailleurs comme l'autorité de dernière instance dans les relations de travail.

Le monde des affaires et le patronat s'expriment par le truchement d'associations particulières. Les entreprises s'en remettent à ces dernières surtout pour la propagation de l'orthodoxie capitaliste et libérale, et dans une mesure plus ou moins grande comme organisations de pression pour protéger leurs intérêts économiques auprès des gouvernements, des syndicats, des autres entreprises et du public en général, c'est-à-dire pour la reproduction du mode et des rapports de production existants. Les associations d'affaires au Québec, encore aujourd'hui, professent le credo libéral originel à l'état presque pur : primauté de la production et de la rentabilité, égalité des chances, « partnership » du capital et du travail dans lequel le syndicalisme est tolé-

nable s'il adhère à certaines règles du jeu strictes et se montre conciliant, liberté individuelle et libre concurrence, caractère bénéfique du profit et de la croissance économique pour l'ensemble de la société, non-interférence du gouvernement à moins d'être sollicitée. À ce credo libéral pur, les associations d'affaires au Québec ajoutent la défense inconditionnelle des intérêts de la très grande entreprise en même temps qu'un triomphe des plus forts, en réponse au fait de la prédominance quantitative d'entreprises canadiennes-françaises qui cherchent dans ces associations un moyen de se protéger contre les entreprises canadiennes-anglaises et américaines, qui leur sont infiniment supérieures.

Les associations d'affaires québécoises regroupent, outre un certain nombre de grandes entreprises, des milliers de petits et moyens établissements dont les profits sont restreints, tant est mince la valeur qu'ils ajoutent aux produits, pour qui la libre concurrence joue de façon très cruelle, qui ne peuvent traiter avec les syndicats d'égal à égal, tant ils sont faibles vis-à-vis d'eux et tant leur survie tient à leur possibilité de verser des salaires inférieurs à ceux qui existent dans le secteur de la grande entreprise (les syndicats d'ailleurs disent tenir compte de ce fait) qui, souvent, sont situés dans de petites localités qui dépendent d'eux pour le travail de leur main-d'œuvre et qui, finalement, ont fréquemment besoin de l'aide technique et financière du gouvernement pour survivre.

Dans ces conditions il apparaît insolite que le monde des affaires au Québec professe un credo libéral presque intact. Ce comportement devient encore plus déroutant si l'on tient compte du fait que l'ère du libéralisme sous sa forme originelle est révolue et que partout au monde aujourd'hui, devant la preuve irréfutable du caractère devenu néfaste de tout ékonomisme, qu'il soit capitaliste ou socialiste peu importe, émerge une culture économique nouvelle qui accorde la priorité à d'autres valeurs associées à la qualité de la vie plutôt qu'à la simple recherche de la productivité et du profit.

Plusieurs facteurs dont je ne pourrai faire état aujourd'hui rendent compte de l'orientation anachronique des associations d'affaires. Je n'en mentionnerai que deux : le fait que le monde des affaires a eu jusqu'ici la partie facile au Québec ; la prédominance de la grande en-

entreprise canadienne-anglaise et étrangère et le désir des dirigeants d'entreprises et des gouvernements de maintenir au Québec un climat socio-économique semi-colonial et de perpétuer la réputation du Québec d'être le « paradis des investisseurs ». Les associations d'affaires se disent les porte-parole de la petite et de la moyenne entreprise tout autant que de la grande entreprise. L'idéologie que propagent les associations d'affaires cadre toutefois mal avec les intérêts des premières et favorisent plutôt les visées de la dernière. Défendre, au Québec, le credo libéral sous sa forme presque pure, c'est mener un combat d'arrière-garde au profit de ceux qui ont le moins besoin de cette aide.

Je me rends compte que les dirigeants des associations d'affaires vont considérer que ces deux hypothèses et la conclusion que j'en tire sont très dures pour eux. Pas plus ici qu'ailleurs je ne m'en prends aux hommes et je ne mets en doute leur sincérité et leur dévouement. Je me dois toutefois d'exprimer les choses comme je les vois. Je sais d'expérience qu'ils apprécient mon franc-parler parce que loin de m'inspirer d'une volonté stérile de dénigrement à leur endroit, comme à l'endroit de quiconque, je ne vise qu'à apporter ma contribution à l'examen d'une situation qui, sous tous ses aspects, économiques, culturels, sociaux et politiques, devient de plus en plus complexe et difficile non pas seulement à corriger mais également à cerner.

Le monde des affaires, et plus particulièrement le patronat, a eu jusqu'à tout récemment la partie facile au Québec. Il est vrai que l'idéologie dominante, ruraliste et agriculturiste, s'opposait au capitalisme, en raison de son matérialisme et de son américanisme mais cette opposition demeurait verbale et platonique, le respect absolu que les protagonistes de cette idéologie manifestaient à l'endroit de l'autorité établie quelle qu'elle fût prévenait toute contestation. Une variété de paix industrielle apparemment proche du type-idéal se trouvait dès lors indéfiniment assurée, d'autant plus que ceux qui détenaient les leviers de commande économiques contrôlaient également les gouvernements. L'idéologie conservatrice dominante leur profitant d'une manière non négligeable puisqu'elle masquait les véritables raisons pour lesquelles les Canadiens français étaient maintenus dans une situation de « porteurs d'eau et de scieurs de bois » et qu'elle contribuait à dissuader les Canadiens français de s'engager dans les affaires et les orientait plutôt vers les professions libérales, le sacerdoce et l'ensei-

gnement, considérées comme plus conformes à la culture des Canadiens français.

C'est ainsi que pendant longtemps le monde des affaires au Québec, en l'absence d'une opposition articulée reposant sur de fortes assises sociales, n'eut guère à justifier ses pratiques de même que l'idéologie sous-tendant ces dernières. Il eut la partie facile, trop facile même dans son propre intérêt. Contrairement à ce qui s'est passé dans d'autres pays, ici, il n'a guère jusqu'à récemment été pris à partie par des groupes sociaux articulés et il a pris pour acquis qu'il jouissait d'une sorte d'immunité à perpétuité.

Les associations d'affaires au Québec jusqu'à récemment pouvaient même se payer le luxe de luttes internes, fondées sur des rivalités personnelles et des questions de juridiction respective. Ces rivalités persistent de nos jours, par exemple, entre le Conseil du patronat et la Chambre de commerce du Québec. Mais ces rivalités de clocher s'évanouissent quand il s'agit de défendre l'orthodoxie idéologique et de contre-attaquer devant les assauts des syndicats devenus depuis dix ans autonomes et agressifs. Aussi bien, sur le plan idéologique, il n'y a guère de différences entre les associations d'affaires et patronales. C'est surtout au plan des rapports internes et des modes d'action utilisés que les différences se manifestent.

Resserrer les rangs, par exemple par la création du Conseil du patronat en 1969, pour les associations d'affaires exprime donc une réaction bien naturelle puisqu'il s'agit de faire front commun face à un adversaire redoutable. Mais cette réaction, dans le contexte d'aujourd'hui, entraîne, pour les associations d'affaires, certaines conséquences indésirables.

En premier lieu, l'opposition au syndicalisme peut devenir excessive pour le mieux-être des intérêts du monde des affaires lui-même. Les associations d'affaires au Québec risquent d'oublier que, dans le cadre des sociétés industrielles avancées, l'existence de fortes organisations syndicales est requise pour rendre acceptables la grande entreprise et les grands gouvernements. Il est à peu près universellement reconnu aujourd'hui que la persistance du mode d'organisation socio-politique capitaliste et du régime libéral exige la présence active d'un

syndicalisme puissant et agressif. Mais au Québec, où il n'a pas pris l'habitude d'être violemment pris à partie, le monde des affaires et patronal s'offusque de façon excessive, pousse ses associations à contre-attaquer et risque d'être entraîné à poser des gestes malheureux, dont le plus grave serait d'approuver ceux qui pourraient éventuellement réclamer la diminution ou même la suppression de droits chèrement acquis par les syndicats ou même d'aller jusqu'à réclamer lui-même des gouvernements la mise en tutelle des syndicats.

En second lieu, le resserrement des rangs pour des raisons de combat au sein des associations d'affaires et patronales risque d'entraîner une conséquence qu'elles ne souhaitent pas mais qui me paraît inéluctable : celle d'améliorer encore la position déjà stratégiquement très favorable de la grande entreprise au Québec.

La grande entreprise constitue un moteur essentiel de la société industrielle. Sa présence est requise au Québec comme ailleurs. Cette présence soulève toutefois nombre de problèmes économiques, sociaux et politiques majeurs. Et presque partout ailleurs dans les pays hautement industrialisés, la grande entreprise, qui a développé des réseaux tentaculaires qui en font le type d'organisation privé le plus colossal et le plus puissant que le monde ait connu depuis la ligne hanséatique aux quinzième et seizième siècles et qui sans scrupule a consciemment sabordé les articles de l'ancien credo libéral, se voit aujourd'hui aux prises avec des contrôles de plus en plus serrés qui visent la restriction de monopoles plus puissants que la plupart des gouvernements avec lesquels elle traite de même que le freinage de procédés immoraux devenus trop « voyants ».

Devant la gravité des accusations portées et de l'ampleur des scandales qui éclatent à une cadence accélérée et qui visent les sociétés multinationales, l'Organisation pour la coopération économique et le développement économique (OCDE) va s'attacher au cours de la prochaine année à élaborer un code d'éthique à l'intention de ces sociétés.

Au Québec, la petite et la moyenne entreprise autochtone ne fait pas le poids devant la grande entreprise multinationale. Cette condition conduit cette dernière à chercher à perpétuer ici le respect du credo libéral sous sa forme originelle afin d'agir à sa guise, ce qu'il lui est

devenu impossible de faire ailleurs, sauf dans les régions pauvres du tiers-monde. Or nombre d'articles de ce credo sont préjudiciables aux petites et moyennes entreprises tandis qu'ils profitent à la grande entreprise, soit qu'elle les viole automatiquement ou qu'elle s'en serve comme d'un outil de domination de la petite et moyenne entreprise. C'est ainsi que la libre concurrence à l'état pur est mortelle pour celle-ci tandis qu'elle contribue à l'expansion de celle-là, en lui permettant d'assouvir avec bonne conscience ses appétits oligopolistiques et monopolistiques. C'est ainsi également que la grande entreprise viole impudemment le précepte de non-interventionnisme étatique et cherche au contraire à contrôler les gouvernements dans tous les pays où elle a des établissements, et souvent c'est précisément la petite et la moyenne entreprise qui est l'une des premières victimes de ces manœuvres sur les gouvernements locaux.

En continuant de prêcher l'évangile du libéralisme pur, les associations d'affaires québécoises, non seulement servent mal les intérêts économiques de la petite et moyenne entreprise, mais encore elles fournissent à la grande entreprise un prétexte supplémentaire pour établir ou renforcer son leadership au sein des associations d'affaires et patronales elles-mêmes. Pareille évolution contribue certes à accroître les chances d'une guerre industrielle au Québec. Cette évolution est d'autant plus explosive que la direction des associations d'affaires, à l'exception de certaines, comme le Montreal Board of Trade, est canadienne-française. Mais si l'influence directe et indirecte de la grande entreprise continue de s'accroître au sein de ces associations. Comme il semble que ce soit le cas si on considère, notamment dans le cas du Conseil du patronat, leurs sources de financement de même que la nature de leurs prises de positions majeures depuis surtout 1972, ces dirigeants francophones pourraient à bon droit se voir accusés de n'être que les valets de chenil de grands magnats industriels et financiers de l'extérieur. Pareille accusation serait d'autant plus facile à accréditer que les syndicats québécois, eux, sont francophones du sommet à la base. Il se révèle en effet que la dimension « ethnique » qui a toujours prévalu dans les relations de travail au Québec est devenue beaucoup plus « visible » depuis le regain nationaliste au Québec. Les grandes entreprises ne sont pas seulement « capitalistes » ; elles sont au surplus largement étrangères et la plupart du temps anglophones. C'est là une condition propre à attiser l'ardeur combative des syndicats

et à leur attirer la sympathie des milieux nationalistes, très influents au Québec de même que celle des diplômés toujours plus nombreux des universités francophones qui réclament avec une impatience croissante à mesure que l'anxiété du chômage augmente la chance de faire leur preuve dans le monde des affaires sans avoir à renoncer en même temps à leur langue et à leur culture.

Si les associations d'affaires ne se montrent pas très vigilantes à l'endroit de ces questions, elles pourraient à bon droit être accusées par les hommes d'affaires québécois eux-mêmes et par tous ceux que préoccupent le présent et l'avenir des affaires au Québec de s'être enfermées de façon imprudente et pour des motifs myopiques dans une logique suicidaire.

En troisième lieu, face à la radicalisation syndicale, les associations d'affaires et patronales se sentent obligées de passer à une contre-offensive idéologique et de tenter de mobiliser la population en faveur des intérêts qu'elles ont pour objectif de promouvoir. Sur ce point encore, cette réaction est naturelle et saine. Pour la première fois au Québec les associations d'affaires et patronales s'attardent à formuler de manière articulée et à propager de façon systématique les grands préceptes de l'idéologie capitaliste et libérale. Pour la première fois également elles se préoccupent d'intégrer le monde des affaires à la société et de présenter de ce dernier une image qui le montre sous un jour favorable.

Malheureusement pour elles, on constate dans leur cas un retard historique analogue à celui des syndicats. Mais ce retard est toutefois dû à des raisons bien différentes. La chance leur a souri si longtemps qu'elles n'ont pas eu à défendre fermement leurs positions avec âpreté. Or, depuis qu'elles sont davantage poussées au pied du mur et qu'elles sont obligées de combattre sans relâche pour le succès de leur cause, les associations d'affaires et patronales paraissent avoir été saisies de panique et, plutôt que de se doter d'une idéologie cohérente qui reflète les conditions de la vie économique telles qu'elles sont devenues dans les sociétés industrielles avancées, elles se contentent de reproduire les thèmes de l'ancien credo libéral, devenu folklorique.

Le libéralisme économique tel que présentement articulé et propagé au Québec ressemble, quant à lui, davantage au credo des affaires formulé à la fin du siècle dernier aux États-Unis qu'il ne s'inspire des enseignements des économistes et des sociologues néo-libéraux contemporains qui influencent aujourd'hui l'orientation du monde des affaires et des gouvernements européens et américains. Il en résulte que les justifications idéologiques mises de l'avant par les associations d'affaires et patronales québécoises paraissent avoir peu de relations avec le néo-libéralisme contemporain. Comment dès lors ces associations peuvent-elles espérer susciter de fortes sympathies chez les intellectuels Canadiens français et même parmi le grand public, eux qui sont déjà sous l'influence des propagandistes étrangers du néo-libéralisme ?

En quatrième lieu, la sympathie certaine que rencontrent les nouvelles positions radicales du syndicalisme dans plusieurs milieux incite les associations d'affaires et patronales à chercher à séparer l'ivraie du bon grain et à réclamer de chacun une profession de foi au libéralisme, évidemment, tel qu'elles le conçoivent. Les hommes politiques constituent leur principale source de préoccupation. Elles scrutent les décisions et les actions du gouvernement et elles les dénoncent si elles y décèlent la moindre dérogation à l'orthodoxie libérale (sauf, bien entendu, ces dérogations qu'elles sollicitent elles-mêmes). Elles réclament également des intellectuels, journalistes ou professeurs d'université, une adhésion à un credo libéral que bien peu peuvent honnêtement affirmer professer dans la version qu'elles voudraient voir s'accréditer.

Les associations d'affaires et patronales risquent de se retrouver devant un vide social si elles ne remédient pas bientôt à la réaction purement négative qu'a déclenchée chez elles la radicalisation des syndicats, réaction qui entraîne une sorte d'aveuglement à propension schizophrénique. Elles ne peuvent pourtant plus rien au fait que le Québec depuis 1960 adhère pleinement au Welfare State et que, à l'instar des sociétés environnantes, il soit en voie d'accéder à une condition dite « post-industrielle ». Si les associations d'affaires et patronales souhaitent comme elles le proclament contribuer à la sauvegarde de la paix industrielle au Québec dans le cadre du mode d'organisation socio-économique existant, il leur incombe de renouveler

sans tarder leur stock d'idéologies, notamment leur version de l'idéologie libérale de façon à ce que celle-ci corresponde aux conditions qui prévalent dans les sociétés capitalistes industrielles avancées. Elles doivent se garder d'une nostalgie du passé qui les pousserait à vouloir que soit rétabli d'autorité un style de relations de travail partout délaissé. Il me paraît qu'elles ont tout à perdre en cherchant à provoquer sur le terrain où elles se situent, un affrontement majeur avec le mouvement syndical. Il vaut beaucoup mieux pour elles, en adoptant des positions conformes aux conditions de l'heure, chercher une nouvelle forme de *modus vivendi* avec le mouvement syndical, ce partenaire obligé bien que très réticent du monde des affaires.

En dernier lieu, les associations d'affaires et patronales au Québec devront, si elles veulent s'épargner de cruels déboires, tenir davantage compte de l'évolution d'une conjoncture nationale et internationale qui devient de plus en plus défavorable au mode de production et aux objectifs du capitalisme traditionnel. On attribue en effet aujourd'hui au capitalisme une large part de responsabilité pour les méfaits d'une industrialisation axée sur un taux de croissance exponentiel sans égard aux conséquences éventuelles : la très large étendue de la malnutrition, l'épuisement des ressources naturelles non-renouvelables et la détérioration irréversible de l'écologie. La recherche du profit n'est pas répréhensible en soi mais, maintenant que nous savons que la survie de l'humanité est menacée, elle le devient dans la pratique si elle n'est pas subordonnée aux intérêts supérieurs reliés à la protection de l'environnement humain. Les pays industriellement avancés, qu'ils soient capitalistes ou socialistes, peu importe, ne peuvent plus justifier leurs positions en fonction des seuls motifs de la productivité, de l'efficacité et de la rentabilité économiques. Ils doivent désormais tenir compte de la nouvelle culture économique qui s'est imposée depuis dix ans à des fractions de plus en plus considérables et articulées de l'humanité selon laquelle les exigences à court terme de la productivité industrielle doivent céder le pas devant d'autres choix associés à la qualité de la vie.

Il n'est plus possible de se borner à défendre un système économique de la sorte placé sur la défensive par le recours à des arguments qui étaient plausibles alors que le libéralisme était dans sa phase triomphante mais qui deviennent immoraux eu égard à la situation

périlleuse qui confronte aujourd'hui l'humanité. C'est ainsi que la survie du système capitaliste en est venue à dépendre non pas des valeurs auxquelles les associations d'affaires et patronales québécoises persistent à l'associer, non plus que de ses incontestables acquis passés, mais d'une condition beaucoup plus élémentaire : la fraction la plus favorisée et politiquement dominante de l'humanité préfère la jouissance matérielle immédiate même si elle s'accompagne du risque d'une catastrophe écologique à moyen terme à la pratique d'une autodiscipline qui la forcerait à se contraindre maintenant mais qui assurerait le salut de la planète.

L'idéologie est périmée quand il s'agit de procéder à une reconversion fondamentale des pratiques qu'elle justifie. La grande entreprise comprend cela, elle se borne à tirer profit de façon pragmatique des conditions existantes dans les régions du monde qu'elle exploite et elle prête une oreille attentive aux enseignements des néo-libéraux et même aux avertissements de plus en plus écoutés de ces nouveaux sages, les bio-écologistes.

La logique des associations d'affaires et patronales au Québec gagnerait en crédibilité et en influence et elle serait moins aux antipodes de la logique syndicale si elle cessait de se plier autant qu'elle le fait aux exigences de monopolistique, cible majeure du syndicalisme radical et si elle cherchait à effectuer une synthèse qui serait difficile certes mais combien bénéfique, d'une part, des intérêts de la petite et moyenne entreprise pour laquelle l'application intégrale du credo libéral originel est suicidaire et, d'autre part, de la nouvelle culture économique, axée sur des valeurs humanistes irréfutables et nécessaires, qui est en processus d'émergence au Québec comme ailleurs.

C) La logique gouvernementale

[Retour à la table des matières](#)

C'est là une évidence mais il est bon de temps à autre de se la rappeler : si les hommes se donnent des gouvernements, c'est-à-dire des organisations habilitées à commander à tous de façon impérative, c'est parce qu'ils n'ont pas encore appris à vivre de façon civilisée sans une

autorité suprême disposant, dans le meilleur des cas dans le cadre d'une constitution et de lois fondamentales, du droit de les contraindre tous, même contre leur propre gré.

Dans le régime démocratique, la solennité du symbolisme qui pénètre les institutions politiques et le halo mystique qui imprègne le prestige de ceux qui gouvernent au nom du souverain, le peuple, contribuent à atténuer, sans l'abolir, la part évidente de contrainte qui sous-tend l'exercice des rôles de gouvernement : la rigueur de la puissance légale se fait moins oppressive quand un consentement libre la tempère.

La paix dans la Cité requiert bien entendu du peuple qu'il accepte de se civiliser. La philosophie politique traditionnelle requiert des gouvernants que partout et toujours ils n'usent du pouvoir insigne que le peuple remet pour un temps entre leurs mains que pour le bien commun, tel qu'il leur incombe de le faire émerger. De la sorte le gouvernement serait bien davantage qu'une simple organisation sociale entre autres. Il serait, d'abord et uniquement, le gouvernement, dans le sens fort que l'on vient de décrire, c'est-à-dire l'agent que se donnent les citoyens pour définir en leur nom le bien commun dans chaque cas particulier par le truchement de lois et d'actions impératives. C'est la raison pour laquelle, pour que cette conception du rôle des gouvernants puisse prévaloir, ces derniers sont tenus comme capables d'éviter de se placer dans des conflits d'intérêt ou sous la dépendance provisoire ou permanente de quelque groupe particulier que ce soit. Cette obligation vaudrait tout autant et encore davantage à l'égard de lui-même, qu'il s'agisse de l'une de ses composantes (cabinet, législation, administration, judiciaire) ou de ses membres (ministres, députés, fonctionnaires ou juges).

Mais il existe une toute autre conception plus réaliste du rôle du gouvernement, une conception dérivée de l'observation des faits plutôt que de la doctrine traditionnelle du bien commun. Cette autre façon de concevoir le gouvernement voit ce dernier comme la cible plus ou moins réactive d'une multitude de demandes et de pressions contradictoires. Les décisions et actions gouvernementales constituent de la sorte la résultante de compromis entre intérêts divergents qui, très souvent, consacrent la victoire de l'intérêt privé dominant. Ainsi donc,

l'intérêt général que promulguent les décisions gouvernementales n'est que l'intérêt privé dominant légitimé. Dans les sociétés industrielles capitalistes, par suite d'affinités idéologiques et d'un état de dépendance structurelle des gouvernants, ce sont les grands intérêts d'affaires qui, quand ils se sentent directement impliqués et interviennent avec force, qui ont le plus de chance de l'emporter.

Ces énoncés élémentaires font ressortir l'ambiguïté de la position des gouvernants dans l'exercice concret de leur rôle. La mission civilisatrice que les peuples leur confient leur imposent d'être sages et puissants mais les contraintes bien tangibles des conditions concrètes de leur action les rendent plus ou moins dépendants de certains des intérêts particuliers qu'ils ont pour mandat de départager en les surmontant. Cette ambiguïté fondamentale de la situation des gouvernants se révèle de façon particulière éclatante dans les relations de travail, particulièrement s'ils se trouvent directement concernés en tant qu'employeurs.

Depuis 1964, le syndicalisme s'est fermement implanté au Québec dans les secteurs public et para-public. Comme il est le plus grand employeur individuel, le gouvernement devient dès lors le premier patron. Son droit de regard s'étend également à un titre ou à un autre aux relations de travail dans l'ensemble du secteur privé, ce qui accroît d'autant sa responsabilité.

La paix ou la guerre industrielle se trouve à dépendre du gouvernement du Québec plus que de tout autre partenaire. Mais dès lors qu'il leur faut user de l'autorité que les citoyens leur ont déléguée pour régler les litiges de travail qui peuvent survenir entre eux et leurs employés, les gouvernants, ministres et députés, se trouvent placés dans une position ambiguë. En effet, en plus d'être les mandataires du peuple en ce qui concerne les fonctions gouvernementale et législative, ils se retrouvent patrons avec les droits et devoirs inhérents à ce statut. Il est clair que cette situation spéciale implique un comportement particulier.

Dès 1966-67 il est apparu que le gouvernement du Québec était bien mal préparé pour s'acquitter convenablement de ses obligations patronales et on a pu voir combien il lui était difficile de négocier

avec ses propres employés. Bien que de nombreux facteurs expliquent la radicalisation syndicale depuis 1966, on doit l'attribuer pour une bonne part au caractère mutuellement insatisfaisant pour les deux parties des conditions dans lesquelles se sont déroulées les négociations de travail dans les secteurs public et para-public. Pas plus que les syndicats, le gouvernement n'était prêt à assumer auprès de ses propres employés les nouveaux rôles qu'un *Code du travail* conçu en fonction du secteur privé lui assignait.

Pour que le gouvernement devienne un agent de la paix plutôt que de la guerre industrielle au Québec, il faudrait que change grandement la perception qu'il se fait de lui-même et qu'on se fait de lui comme employeur.

Il faudrait, en premier lieu, se rendre compte qu'à moins d'effectuer plusieurs correctifs au *Code du travail* actuel, les relations de travail entre le gouvernement et ses employés sont et resteront dissymétriques au point d'être une cause évidente et prochaine de conflit. L'arsenal des instruments de force légaux à la disposition des syndicats ne font pas le poids devant celui auquel le gouvernement peut théoriquement recourir, d'autant plus que, dans les circonstances actuelles, les syndicats peuvent en pratique difficilement, sans se placer dans l'illégalité, utiliser leurs armes principales, par exemple la grève, si telle est la bonne volonté de ce patron spécial qu'est le gouvernement.

Dans pareilles conditions, on doit s'attendre qu'à leur tour les syndicats profitent au maximum de la moindre chance leur permettant de ne pas jouer franc jeu. Toute réforme valable du *Code du travail* dans les clauses visant les secteurs public et para-public devra d'abord chercher à instaurer dans les relations de travail, surtout au moment des négociations, la plus grande symétrie possible des rapports entre le gouvernement et les syndicats.

Il faudrait, en second lieu, que le gouvernement reconnaisse dans ses relations de travail avec ses employés, le pluralisme idéologique qui caractérise aujourd'hui le Québec. Il serait un mauvais employeur si, par exemple, il cherchait à tirer profit de la négociation de nouvelles conditions de travail pour casser les reins à un syndicalisme qu'il juge trop radical, et cela même si ce dernier se rendait coupable de la

même faute à son endroit (ce qui serait bien entendu également préjudiciable à la bonne marche des négociations). Il faudrait désormais considérer comme normal le fait, depuis longtemps accepté dans nombre de pays, que les syndicats et le gouvernement adhèrent à des idéologies opposées et il faudrait faire en sorte que cette circonstance n'empêche pas les parties de négocier de bonne foi et de mettre temporairement entre parenthèses leurs divergences idéologiques.

Mais pour que cette seconde condition soit remplie, il faudrait, en troisième lieu, que le gouvernement cesse de s'identifier aussi étroitement avec le libéralisme économique qu'il l'a toujours fait et qu'il le fait de façon caricaturale depuis six ans. Les citoyens se donnent un gouvernement, non pas pour qu'il soutienne arbitrairement et de façon constante une fraction de la société plutôt qu'une autre, ni des intérêts particuliers plutôt que d'autres, mais pour qu'il recherche dans toutes ses décisions et ses actions l'intérêt général tel qu'il lui apparaît en se situant au-dessus de la mêlée. Le gouvernement serait un mauvais employeur s'il se comportait purement et simplement comme un patron du secteur privé. Il le serait encore davantage s'il dictait sa ligne de conduite avec ses propres employés en fonction des intérêts particuliers immédiats du secteur privé et surtout s'il se laissait dicter sa ligne de conduite par ce dernier. Il ne devrait pas se soumettre aux mêmes contraintes que celles qui prévalent dans le secteur privé. Il lui appartiendrait de se donner lui-même ses propres contraintes à la lumière des exigences d'une justice qui soit déterminée par les besoins et les aspirations de l'ensemble des citoyens, et non pas seulement d'une fraction de ceux-ci. Ici encore la distance paraît bien grande entre la doctrine et les faits.

Il ne serait certes pas admissible que la légitimité de l'action gouvernementale soit définie exclusivement d'après son degré de conformité à l'idéologie dominante au sein des syndicats. Il ne serait pas davantage admissible que cette légitimité se jauge d'après sa plus ou moins grande similitude avec un certain credo libéral tel que celui qui est présentement énoncé par les porte-parole du monde des affaires. Sans jauge valable comme c'est présentement le cas, le gouvernement est fatalement voué à pencher du côté du plus fort.

La pression accrue du syndicalisme sur le gouvernement, indépendamment de ses conséquences immédiates qui peuvent être désastreuses pour la promotion de l'éducation, de la santé, etc. n'est que la contre-partie des pressions plus subtiles mais combien persuasives émanant du monde des affaires. L'époque est révolue où le gouvernement pouvait agir à la façon d'un marteau-pilon avec ses employés. Il lui faudra de plus en plus composer avec toutes les sollicitations contraires qui font pression sur lui - celles des groupes d'affaires, celles des syndicats, celles des médias, celles de tous les autres groupes particuliers - et, en dernier ressort, assumer ses responsabilités.

En ce qui concerne plus spécialement les changements à apporter au présent *Code du travail*, qui est nettement inadéquat, il est requis, d'abord, qu'une franche discussion publique ait lieu sur la façon de rendre compte de l'état actuel des relations de travail dans leur ensemble et dans les secteurs public et para-public en particulier. Le principe général qui, selon moi, devrait inspirer toute réforme du *Code du travail* est celui de la symétrie des rapports entre le gouvernement-employeur et les syndicats.

Il serait aussi impardonnable pour un gouvernement de tirer profit de la situation confuse dans ce cas particulier, où il se trouve à être à la fois juge et partie, pour user arbitrairement du droit général de contraindre que le peuple souverain lui délègue, que de se montrer veule face à ses vis-à-vis, les syndicats : l'un et l'autre comportements, d'ailleurs, témoigneraient de son incompetence et de son indignité.

S'il est vrai que la violence de groupes particuliers engendre la répression politique, il est également vrai que cette dernière, à son tour, provoque de nouveaux sursauts de violence. Les gouvernements n'ont rien à gagner à alimenter un processus aussi malsain. Il leur faut savoir quand la sagesse tout autant que le réalisme dictent de faire preuve d'esprit de modération plutôt que de recourir à toutes les sanctions de la force publique dont ils sont les mandataires. Un gouvernement que la raison sanctionne est infiniment supérieur à un gouvernement qui s'en remet à la force.

Toute théorie de l'obligation politique est inséparable d'une doctrine du libre consentement. Rousseau l'a bien vu, qui écrivit : « Le

plus fort n'est jamais assez fort pour être le maître, s'il ne transforme sa force en droit, et l'obéissance en devoir... Sitôt qu'on peut désobéir impunément, on le peut légitimement ».

Certes l'obéissance à l'autorité est un devoir. Mais ce devoir de respecter l'autorité s'arrête à partir du moment où celle-ci n'est plus respectable. Dans le cours ordinaire des choses, il revient aux délégués que le peuple a élus pour le représenter à l'Assemblée de légitimer l'autorité par les lois qu'ils adoptent. Dans les cas exceptionnels où une partie importante du corps social dénonce et brave impunément les lois, pour que la désobéissance civile n'entraîne pas la subversion de la démocratie, il s'impose que le souverain, c'est-à-dire le peuple, en tant que communauté politique, récupère ses droits inaliénables, et prononce jugement par référendum, élections générales ou par des modes d'action plus fracassants sur cette question fatidique. Les individus et les groupes particuliers ne peuvent que présumer de ce jugement en assumant les risques qu'une erreur d'appréciation de leur part leur ferait encourir.

D) ... et le peuple ?

[Retour à la table des matières](#)

Il ne s'agit pas ici du peuple au sens politique, du peuple souverain qui s'exprime par exemple par le vote des citoyens lors des élections, mais du peuple au sens sociologique, des individus bien encadrés et de ceux qui sont laissés à eux-mêmes, des publics de toute nature, de la multitude.

Il s'agit du peuple trop souvent piégé, bafoué, introuvable. De cette réalité dont tout le monde se réclame mais qu'on ne rencontre jamais, qui ne s'exprime qu'au cours des révolutions ou... dans les sondages.

Les négociations de 1976 dans les secteurs public et parapublic auront une fois de plus montré jusqu'à quel point le peuple au Québec est en piteux état. Chacun des grands rouages de la société enfermé dans sa logique hermétique particulière - les syndicats, les associa-

tions d'affaires et patronales, le gouvernement - a prétendu parler au nom du peuple, représenter ce qui lui convient, chacun le cajole, mais les mots doucereux voilent parfois de sourdes menaces, s'il allait se montrer récalcitrant. Chacun s'est dit convaincu que le peuple court de grands dangers : une répression politique totalitaire, le spectre du chômage et de la faim, l'anarchie ou l'« enrégimentation » maoïste...

Et le peuple ne sait plus qui il faut croire, à qui il lui faut « se donner ».

Il en est rendu à penser que tous ces beaux parleurs - les annonceurs d'un facile salut - comme tous ces prophètes de malheur, bref, que tous les dirigeants de ces organisations qui parlent en son nom parce qu'ils s'estiment habilités à le faire du seul fait qu'il paie sa cotisation, qu'il loue sa force de travail, qu'il consomme ou qu'il vote, en réalité se parlent entre eux et encore en cercle clos, se réfutent sans s'être écoutés et il en conclut qu'en fin de compte il n'est que le spectateur d'une lutte menée au-dessus de lui, sans même qu'on prenne la peine de l'informer de la véritable nature des enjeux ni des règles du combat.

Le peuple, pourtant, si seulement on prêtait l'oreille à ce qu'il se dit dans la rue, dans les autobus et dans tous les endroits où il lui est encore possible de se retrouver spontanément et de s'exprimer lui-même sans prête-nom (un dirigeant de ceci, un ministre de cela... un sondage qui le contraint à se prononcer dans les termes de la logique des « autres »), on verrait qu'il se pose des questions.

Il se demande, par exemple, qui sont les responsables de ce casse-tête chinois qu'on appelle « négociations dans les secteurs public et para-public. » Il entend que chaque partie accuse les autres des pires vilenies et des plus sombres machinations : ainsi les syndicats veulent profiter de cette circonstance pour tout saboter ; le gouvernement veut la tête des dirigeants syndicaux, sinon l'éclatement des syndicats ; le patronat dans la poursuite de ses intérêts ne vise qu'à contrôler le gouvernement et qu'à abattre les syndicats, etc. Il n'y a guère que des commissaires d'école et des médecins dont pour l'instant il ne se dit pas trop de mal, mais comme le peuple, on les épargne dans la mesure où ils se taisent.

Mais puisque personne ne s'estime lui-même responsable mais accuse les autres de l'être, le peuple en déduit que tous les « responsables » sont responsables et les « responsables », dans ses propres termes, cela s'appelle « Eux », c'est-à-dire le « Système ».

Le Système, conclut le peuple, il est « pourri ». Mais, ils sont tellement gros les « responsables », tellement lointains surtout, qu'il ne sait que faire, comment réagir. Un immense sentiment d'impuissance s'empare de lui. « Ça nous dépasse tellement tout le monde ces négociations », telle est l'expression la plus communément entendue malgré tout ce déferlement de publicité et de propagande qui s'est abattu parmi la population par le truchement des média écrits et parlés, d'une multitude d'éditoriaux, et ainsi de suite.

Le peuple se sent abandonné, il est comme perdu. Sa vieille suspicion à l'endroit des hommes politiques s'accroît. Mais sa défiance s'étend maintenant à tous les dirigeants patronaux et syndicaux, aux professionnels, aux journalistes, aux professeurs, bref, à tous ceux qui, à un titre ou l'autre, prétendent le représenter ou parler en son nom.

Il a vécu à sa manière les « négociations » de ces derniers mois et il en tire certaines conclusions. Ainsi quand chaque partie accuse l'autre de mauvaise foi et met en doute sa légitimité, il sait que chacune cherche à se donner bonne conscience vis-à-vis elle-même et à se gagner les publics. Mais pourquoi le peuple ajouterait-il foi à l'une plutôt qu'à l'autre, pourquoi ne finirait-il pas par douter de la bonne foi et de la légitimité de toutes les parties ?

Le peuple estime que l'école publique poursuit comme première finalité la formation des élèves et que l'hôpital vise une première finalité, qui est la santé. Mais depuis des mois tout se passe comme si ces finalités premières sont devenues secondaires et que celles-ci - les relations de travail au sein de ces vastes institutions - sont devenues premières. Il a peine à comprendre les raisons de ce renversement des finalités et pourquoi il paraît être devenu nécessaire depuis dix ans de sacrifier périodiquement les finalités premières aux finalités secondaires et cela au point où syndicats, gouvernement, hommes d'affaires et patrons paraissent considérer l'école et l'hôpital comme leur propriété

privée, comme des lieux d'affrontement pour le triomphe de leur cause respective. Il comprend mal que le reste, l'essentiel pourtant pour lui, ne paraisse plus guère important, ici et maintenant, aux yeux des responsables, d'autant plus que tous affirment de façon ostentatoire et solennelle que leur lutte n'a pour but que le bien de l'élève et du malade... à long terme. Bref, personne ne sortira grandi aux yeux du peuple pour sa façon de percevoir et de chercher à dénouer les présents litiges.

Le peuple commence à se demander si les responsables d'une société qui, au nom des finalités abstraites secondaires, traitent depuis longtemps en pratique de façon si cavalière l'éducation et la santé, méritent la confiance qu'ils réclament de lui.

Il est las de toutes ces attaques personnelles, de ces conflits interminables auxquels il ne participe pas mais dont il est la première et la seule véritable victime. Cette lassitude est susceptible d'engendrer chez lui des attitudes et des comportements opposés : passivité, révolte. Jusqu'ici il a été un spectateur assez muet dans le cirque où ses dirigeants en sont venus aux prises. Si un jour il se met à parler, il sera mieux qu'on l'écoute. Le peuple, lui, ne parle jamais pour ne rien dire.

Les dirigeants, quand ils deviennent irresponsables, risquent de voir le peuple se retourner contre eux tous et, dans un immense soubresaut de les rejeter tous hors de l'histoire. L'irresponsabilité des dirigeants rend en effet le peuple vulnérable à la tentation du populisme : S'il rejette les chefs qu'il s'est donné selon les méthodes institutionnelles, d'autres chefs, « naturels » ceux-là, sortiront des rangs, plus précisément de factions du peuple, ce dernier se reconnaîtra en eux quand ils se révéleront à lui et il remettra en toute confiance son destin entre les mains de ces hommes nouveaux, qu'il appellera « sauveurs » et qui lui promettent le rétablissement de l'« ordre social » à tout prix. Ce serait là la plus grande responsabilité des dirigeants dans tous les secteurs d'activité que, dans l'aveuglement où leurs querelles intestines risquent de les conduire, ils aient permis que le peuple se perde, mais cette fois vraiment, et cela par leur seule faute.

Conclusions

[Retour à la table des matières](#)

Il ne s'agirait pas d'affubler les dirigeants syndicaux, patronaux et politiques de tous les péchés. Le niveau relativement bas du développement socio-économique de la société québécoise de même que la difficulté pour elle de se mettre au diapason des sociétés industrielles avancées sont dus à de multiples facteurs. Cette condition complique leur tâche. Je n'en reste pas moins convaincu qu'il leur incombe au premier chef de s'entendre au moins sur un minimum de points susceptibles de restaurer au Québec un climat de paix industrielle (dans le sens minimal où j'ai employé ici cette expression).

Certes, le poids d'ancrages historiques tenaces et la soudaineté avec laquelle les nouvelles conditions de vie collectives se sont imposées au Québec accroissent sensiblement les difficultés d'y aménager un mode d'organisation socio-économique qui puisse fonctionner normalement et des relations de travail qui soient acceptables par tous.

Les obstacles sur la voie de la paix industrielle sont si grands, les conditions qui permettraient quand même de la maintenir ou de l'instaurer si complexes qu'en effet on doit convenir que la paix industrielle est une utopie. L'utopie, c'est cependant l'univers des possibles. Et pour actualiser les possibles, il suffit de les vouloir avec assez de force et de réalisme.

Il serait illusoire de croire qu'on puisse instaurer au Québec le type-idéal de la paix industrielle qui repose sur l'accord unanime et libre de la part de tous sur le mode d'organisation et sur les finalités socio-économiques. Le rêve des années '60 de la grande concertation entre le monde des affaires, les syndicats et le gouvernement fut un leurre.

Le Québec me paraît aujourd'hui dangereusement près du type-idéal de la guerre industrielle : la guerre industrielle chronique. Il est grand temps pour lui de se reprendre en main s'il ne veut pas glisser trop loin sur cette pente qui pourrait lui être fatale. En effet, il s'ensuivrait un état de stagnation généralisée - culturelle, sociale, économique et politique - qui serait d'autant plus suicidaire que le Québec est partie d'un environnement dynamique au sein duquel, même à ses meilleures heures, il risque de se dissoudre.

Quant à l'état de guerre industrielle aiguë, celle qui aboutit généralement à la révolution économique et politique, il ne me paraît pas qu'il serait profitable pour aucun des protagonistes de s'y laisser pousser et cela avant tout pour des raisons pratiques. Ici, on parle beaucoup de révolution, mais un très petit nombre la souhaitent assez pour y travailler et pour accepter de défrayer leur part des énormes coûts matériels et humains qu'elle entraînerait. Une révolution, même nécessaire, exige une longue période de gestation avant d'éclater. Quand tous croient la voir venir à chaque tournant du chemin, c'est un signe qu'elle n'est pas là. Si néanmoins il apparaît que l'évolution des sociétés industrielles avancées conduit inéluctablement ces dernières vers une révolution intégrale, le Québec, me semble-t-il, ne peut être qu'un participant relativement mineur à un mouvement d'une si vaste amplitude. Comment pourrait-il, en effet, eu égard aux ancrages historiques qui le retiennent encore et aux ressources limitées dont il dispose, amorcer lui-même et surtout assumer la direction de cette révolution ?

Le type-idéal de la paix industrielle, celui de la guerre industrielle chronique et la guerre industrielle aiguë étant rejetés comme ne convenant pas à la situation du Québec, dans quelle direction faut-il chercher une voie dans laquelle il lui conviendrait de s'engager ?

Le seul type de paix industrielle qu'il soit possible pour l'instant d'envisager pour le Québec ne peut que consister dans l'acceptation par tous d'un *modus vivendi* fondé sur l'engagement conditionnel par toutes les parties de respecter des règles communes de conduite afin que biens et services soient produits de façon normale, même si tous doivent se rendre à l'évidence qu'existent des divergences profondes entre les parties quant aux finalités et au mode d'organisation socio-

économiques souhaitables et qu'il est loisible à chacun de lutter pour le triomphe de ses préférences.

Dans mes exposés, j'ai tenté de poser un certain nombre de jalons susceptibles d'orienter la recherche des conditions de la seule paix industrielle qui soit possible à l'heure actuelle : éléments d'une stratégie du maintien d'équilibres dynamiques, institutionnalisation des conflits, utilisation optimale des points de force du tissu social, approfondissement par chacun de la nature et des conséquences de son propre raisonnement idéologique et de celles des autres, responsabilité spéciale du gouvernement eu égard à la portée insigne de ses décisions et actions, etc. Je n'en reprendrai en conclusion que deux, qui me semblent fondamentaux.

La paix industrielle au Québec tient d'abord à l'existence de conditions propres à établir une réciprocité équitable des droits et obligations entre les parties. Une question qui se pose concrètement consiste dans l'existence de modes et moyens d'action qui aient une force de frappe équivalente quand des litiges industriels se posent, particulièrement lors des négociations des conditions de travail. Cette question revêt une importance particulière dans les négociations du gouvernement avec ses employés des secteurs public et para-public. Il apparaît à plusieurs que le Front commun syndical, en raison des ressources imposantes dont il dispose, peut réussir, s'il le recherche, à en imposer au gouvernement plus qu'il ne sied à un groupe privé. Tel n'est pas mon avis. En effet, cette force très réelle ne pèse pas plus lourd sur les autorités politiques que bien d'autres forces, celles que représentent la grande entreprise, par exemple. En outre, elle demeure toujours une force purement sociale que le pouvoir politique peut mettre au pas en vertu de son droit souverain de contraindre, s'il sait user de ce dernier de façon sagace. Et dans les négociations du gouvernement avec ses employés ce sont précisément les modalités concrètes d'exercice de ce droit souverain de contraindre qui font problème. En effet, entre le droit de ceux-ci de recourir à des manifestations, à des journées d'études, à des techniques de harcèlement multiples, à la grève sporadique, sélective ou illimitée, et le droit du gouvernement ou des employeurs plus immédiats qui constituent son prolongement (commissaires d'école, directeurs d'hôpitaux) de lock-out, d'injonctions à la demande de l'une ou l'autre partie, de lois spéciales, de décrets, d'amendes et

d'emprisonnement - n'y a-t-il pas là un écart qui soit source de problèmes insolubles pour quiconque part du principe de la réciprocité des rapports surtout si l'on tient compte du fait que, contrairement à ce qui se produit dans le secteur privé, l'employeur n'est pas directement touché par les mesures de pression utilisées mais bien d'autres personnes et groupes qui sont étrangers au litige (étudiants, malades, etc.). Le fond de ce problème de la symétrie des modes d'action, quoi qu'on en dise, est d'abord d'ordre technique et se refuser à l'aborder sous cet angle, c'est faire preuve de mauvaise volonté. À noter toutefois qu'un accord sur les seules règles du jeu au cours des négociations, s'il éloigne la menace d'une guerre industrielle, laisse toutefois entiers les problèmes de fond - qui eux, sont d'ordre philosophique, mais qu'il serait irréaliste de vouloir résoudre lors des négociations.

La sauvegarde de la paix industrielle au Québec, en second lieu, suppose que tous acceptent le fait que cette société est vraiment pluraliste, une société OÙ toutes les idéologies ont droit de Cité, à moins qu'elles ne soient subversives de façon directe et prochaine de valeurs humanistes fondamentales, et une société qui accepte le fait que le mode d'organisation socio-économique engendre des contradictions irréductibles de même que des classes rivales, entretenant des rapports conflictuels, qu'il s'agit, non pas de chercher à abolir, mais à civiliser.

1 Mais la sauvegarde de la paix industrielle exige davantage qu'une adhésion platonique au pluralisme social. Elle requiert, par exemple, qu'on accepte qu'il y ait des syndicats radicaux au Québec. Il serait illusoire de croire travailler au maintien de la paix industrielle si, en même temps, on tente de saborder ces syndicats. En effet, le syndicalisme est actuellement l'unique support institutionnel vraiment solide et articulé dont disposent ceux qui travaillent à une transformation sociale un tant soit peu profonde. Il serait rétrograde de tenter de le briser.

Le radicalisme du syndicalisme québécois est d'ailleurs magnifié par le fait qu'il s'exprime dans le contexte d'une société fondamentalement conservatrice de même que par la courte expérience que les dirigeants syndicaux eux-mêmes ont de la parole et de l'action radicales. Par exemple, il serait excessif de les croire sur parole lorsqu'ils annoncent qu'ils vont s'attacher à saper de fond en comble l'ordre so-

cial existant. Les syndicats québécois, même radicaux ; à l'instar des syndicats communistes européens, sont rattachés par trop de liens institutionnels au système socio-politique en place pour qu'il leur soit possible, même s'ils le recherchaient vraiment, de le faire éclater : ce faisant ils se saborderaient eux-mêmes. En outre ils ne disposent pas présentement de la base institutionnelle ou des ressources personnelles, symboliques et financières pour pousser beaucoup plus loin leur action. Ils doivent même périodiquement envisager des reculs stratégiques pour des motifs d'ordre interne.

Par contre, au Québec comme dans toutes les sociétés industrialisées où existent des syndicats radicaux, il conviendrait que se créent d'autres syndicats qui entendraient restreindre leur action à la promotion des intérêts économiques et professionnels de leurs membres sans en même temps poursuivre de façon systématique une visée de transformation sociale en profondeur. Je considère que la scission au sein de la CSN en 1972 qui a donné naissance à la CSD fut un événement sain pour les salariés et pour la société québécoise. Pareil éclatement à l'intérieur d'autres fédérations syndicales serait également bénéfique à moyen terme. La seule autre possibilité qu'il soit possible d'envisager serait un retour à un syndicalisme d'affaires.

Le pluralisme idéologique ne vaut pas seulement pour les individus (journalistes, professionnels, chefs d'entreprise, enseignants, etc.) il vaut également pour les associations qui s'offrent à les représenter, parce que ce sont précisément ces derniers qui décident dans quelle mesure les individus disposent d'un libre choix.

Le pluralisme au sein du syndicalisme lui-même entraînerait plusieurs conséquences salutaires. Les associations, comme les syndicats, qui prétendent représenter les diverses catégories sociales se plieraient de la sorte au moins aux grandes configurations idéologiques qui existent au sein de ces catégories sociales. Les syndicats radicaux jouiraient ainsi d'une bien plus grande liberté d'action parce qu'ils n'auraient plus à composer avec leurs membres récalcitrants, ces derniers pouvant aller rejoindre les rangs de syndicats plus conservatistes et également parce qu'ils risqueraient moins d'encourir les foudres de ceux, nombreux, qui, dans la société, ne partagent pas les orientations et les méthodes d'action du syndicalisme radical.

La sauvegarde de la seule paix industrielle qu'il reste possible de concevoir dans la société québécoise contemporaine repose finalement sur la rupture du cercle clos dans lequel se développe le mode de raisonnement de chacun des protagonistes.

Pour effectuer cette rupture, il n'est pas requis qu'aucun d'entre eux se convertisse aux positions des autres. Chacun a droit à ses convictions et la liberté vaut pour tous. Contrairement à beaucoup de mes contemporains je continue à croire que la tolérance est une vertu. Et plus que jamais. Mais la tolérance que je préconise n'est pas ce fruit sec qui est le produit de la tiédeur dans ses convictions personnelles. Elle s'inspire plutôt de la sagesse des Vieux Livres chinois : « Dans l'ardeur du combat, conseillent-ils, laisse toujours une porte de sortie à ton adversaire ».

Pour rompre le cercle clos dans lequel les protagonistes majeurs se débattent aujourd'hui, il existe une condition préliminaire : l'acceptation sans arrière-pensée d'un syndicalisme qui entend être un agent majeur de transformation sociale. Cette acceptation ne supprime en rien le droit de quiconque de s'opposer à cette action syndicale radicale dans la mesure où elle ne lui convient pas. Selon la philosophie politique traditionnelle selon laquelle le gouvernement est le garant de l'intérêt général ce dernier, lui, se devrait d'aller beaucoup plus loin. Dans sa recherche d'une définition de l'intérêt général dans chaque cas particulier, notamment en tant qu'employeur, il lui incomberait de réconcilier en les transcendant de façon dialectique, les logiques particulières du syndicalisme, du monde des affaires et de tout autre groupe ou mouvement social.

Mais, en réalité, le gouvernement, dans un régime libéral, est la cible de trop de demandes contradictoires, il agit lui-même, par suite de ses affinités idéologiques naturelles avec les grands intérêts économiques et de sa dépendance structurelle à leur égard, de façon trop manifestement partielle pour pouvoir faire plus que de donner l'illusion qu'il est l'agent de la grande synthèse de la multiplicité des intérêts particuliers dans une unité supérieure. C'est ainsi, par exemple, que la fin des négociations de travail dans les secteurs public et para-public, quels qu'en puissent être la forme et le contenu, ne saurait résulter que d'un

compromis entre les forces qui s'affrontent et ne peut, dès lors, s'inscrire que dans le processus d'une paix industrielle vécue au seul niveau des règles du jeu et non à ceux du mode d'organisation et des finalités socio-économiques. Dans l'ordre actuel des choses, elle ne saurait donc être que conditionnelle, c'est-à-dire provisoire et précaire.

Fin de l'article.